

Document

Articles de presse de mars 2012

Table des matières

France

Politique

- L'UNESCO exclut l'ONG affiliée à la CIA "Reporters Sans Frontières". (14.03)
- Affaire Merah: réflexions et questions... (23.03)
- Drame de Clichy-sous-Bois : un super flic rapporte des pressions. (28.03)
- Affaire Merah, enquêtes illégales, opacité... l'étrange bilan de la DCRI (29.03)

Social

- "Dans une rupture conventionnelle, salarié et patron ne sont pas égaux". (07.03)
- Le travail prend le pas sur la vie de couple (07.03)
- Les allocations familiales au 1er avril, touchées par la rigueur. (09.03)
- Le chômage partiel, un dispositif particulièrement prisé par l'industrie. (11.03)
- Le taux d'effort pour se loger continue d'augmenter pour les ménages modestes. (16.03)
- Face aux déserts médicaux, Médecins du monde prêt à investir les campagnes. (22.03)
- Environ 2 millions de bénéficiaires du RSA fin 2011. (22.03)
- La France compte de plus en plus de pauvres et de précaires. (30.03)

Economie

- Arrêtons de croire béatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)
- La liquidité devient "rare et chère", dit la Société Générale
- Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

International

Politique

- L'Arabie saoudite armerait les rebelles syriens. (19.03)

Social

- Les Italiens se serrent la ceinture. (16.03)
- La flambée des salaires en Asie change-t-elle la donne?. (22.03)

Economie

- Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)
- A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)
- Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)
- Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)
- Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)
- La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)
- L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)
- En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Un article du point.fr du 29 février

Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)

Après avoir tout fait pour éviter l'activation des CDS, les Européens retournent leur veste. Au risque de récompenser la spéculation.

Les CDS (credit default swaps, en français : contrats d'échange sur le risque de défaut) sur la dette grecque vont-ils finalement être activés ? C'est à un petit cercle d'initiés regroupant des acteurs majeurs des marchés financiers des dérivés, l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc), qu'il appartient de trancher cette question qui a longtemps hanté la zone euro. Son comité européen devrait mettre fin au suspense jeudi à 12 heures en disant si, oui ou non, la perte infligée par la Grèce aux investisseurs privés à l'occasion de la restructuration de sa dette constitue un "événement de crédit". Et, par voie de conséquence, si les acteurs financiers qui ont acheté ces titres d'assurances sur la dette grecque vont pouvoir se faire dédommager en cas de participation au plan d'échange d'obligations proposé par Athènes à ses créanciers privés.

Depuis des mois, les Européens disent vouloir éviter une telle issue au motif que cela récompenserait les spéculateurs et que cela aurait des conséquences inconnues sur le système financier européen. Et pour cause : nul ne semblait capable de déterminer qui profite et qui pâtit de l'activation des CDS. Banques, hedge funds, beaucoup d'acteurs se sont laissés tenter par le pot de miel, sans qu'il soit possible de savoir qui étaient les assureurs et qui étaient les assurés !

Pousse-au-crime

La spéculation sur ce marché de gré à gré opaque est d'autant plus facile qu'il n'y a pas besoin d'être détenteur de dette d'un État pour se porter acquéreur de CDS souverain. Le profit paraît facile. Plus le risque de défaut augmente comme en Grèce, plus la valeur du CDS grimpe. Il suffit alors de le revendre pour empocher une plus-value. Un mécanisme qui a la particularité de pousser au crime. C'est comme si on permettait à un particulier de s'assurer contre le risque-incendie de la maison du voisin... Une bonne raison de contribuer à y mettre le feu ! Le jeu est d'autant plus pervers que les CDS, utilisés comme un thermomètre du risque de la dette souveraine des États, contribuent à créer la panique lorsque leur prix grimpe.

Pire, en cas de défaut, les émetteurs de CDS, qui se sont improvisés assureurs de dette souveraine pour profiter d'une manne facile, sont pris au piège. Ils se retrouvent obligés de payer une indemnisation qu'ils ne sont en fait pas toujours en mesure d'assumer tant les montants sont importants. Le risque est alors celui d'une faillite pure et simple susceptible de contaminer l'ensemble du système financier.

La France et la Banque centrale européenne ont donc scrupuleusement veillé à ce que la restructuration de la dette grecque reste "volontaire", seule façon d'empêcher que l'ISDA ne décrète l'activation des CDS. Du coup, seuls les banques et les fonds de bonne volonté pourraient prendre leur perte sur la dette grecque. C'est ce qui explique que la négociation avec les créanciers privés détenteurs de dette grecque ait duré plusieurs mois et ait connu de multiples rebondissements.

Retournement de veste

Pourtant, à quelques heures de la décision de l'ISDA, le discours des Européens s'infléchit. Ils ont, semble-t-il, enfin pu démêler l'écheveau des engagements réciproques entre tous les acteurs financiers. Et ne semblent plus aussi effrayés par les conséquences potentielles de l'activation des assurances. "Les CDS sont souvent impopulaires dans la presse française, à tort. Les investisseurs doivent pouvoir s'assurer qu'ils peuvent être dédommagés en cas de défaut", explique une partie prenante du dossier grec. "On aurait plus à perdre à ne pas voir les CDS déclenchés que l'inverse." La raison invoquée ? "La dette portugaise (autre pays en difficulté et sous assistance de l'UE, NDLR) est difficile à faire financer, car les acteurs financiers ne savent pas si elle est assurable."

Une façon d'avouer que les Européens croisent maintenant les doigts pour que l'ISDA décide... d'activer les CDS ! Sauf que la restructuration grecque étant officiellement volontaire, cela pourrait ne pas être le cas.

D'autant que, ironie du sort, cette association professionnelle, dont le comité européen regroupe de nombreuses banques (1), n'y a pas forcément intérêt. Certains de ses membres, qui ont vendu des CDS aux investisseurs, seraient en effet obligés de les dédommager...

L'espoir des Européens tient donc en trois lettres : CAC (pour clause d'action collective). La Grèce a décidé au dernier moment d'introduire ces dispositions juridiques dans sa législation pour contraindre tous les investisseurs, qu'ils le veuillent ou non, à participer à la restructuration de sa dette. Ce qui pourrait finalement contraindre l'ISDA à décréter l'événement de crédit finalement espéré.

(1) (Bank of America / Merrill Lynch, Barclays, BNP Paribas, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase Bank, Morgan Stanley, Société générale et UBS) et des fonds (BlueMountain Capital, Citadel LLC, D.E. Shaw Group, Elliott Management Corporation, Pacific Investment Management Co., LLC).

Un article de l'expansion.com du 29 février

A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)

En trois mois, la Banque centrale européenne a mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Mais que font les banques européennes de cette manne exceptionnelle? Explications.

Le guichet est une nouvelle fois grand ouvert. La BCE a annoncé mercredi avoir alloué 529,53 milliards d'euros à 800 banques de la zone euro. C'est la deuxième opération de ce type en moins de trois mois. La première opération, baptisée LTRO (Long Term Refinancing Operation) s'était déroulée en décembre. Elle avait mis 489 milliards d'euros à la disposition de 523 établissements financiers. Au total, la BCE a donc mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Même si les flux nets injectés dans le système financier sont moindres (environ 500 milliards selon la BCE), l'effort reste considérable.

Pourquoi un tel activisme?

"En décembre dernier, nous avons frôlé l'arrêt cardiaque du système financier", rappelle Fabrice Cousté, DG de CMC Markets France, plateforme mondiale de trading en ligne. Les marchés financiers se fermaient, notamment pour l'Espagne et l'Italie, deux poids lourds de la zone euro. Ces deux pays étaient obligés de payer des taux d'intérêt trop élevés (environ 7%) pour se financer sur les marchés obligataires. Résultat : leur dette risquait de devenir incontrôlable. Parallèlement, les banques - qui détiennent des obligations publiques - voyaient leurs cours dévisser en bourse. Il fallait donc intervenir. En lançant son opération LTRO, la BCE a fait d'une pierre deux coups. Elle a redonné de l'oxygène aux banques et réduit le stress financier. Ses achats de titres publics sur les marchés secondaires ont aussi contribué à calmer la situation.

Concrètement, comment les banques utilisent-elles les liquidités de la BCE?

Le LTRO est une opération de prêt avec collatéral. Les banques fournissent des titres à la BCE. En échange, celle-ci met à disposition des liquidités pour 3 ans à un taux d'intérêt défiant toute concurrence : 1%. Pour rappel, il y a trois mois, les banques françaises jugées de bonne qualité (BNP, Société générale) se refinaient sur le marché obligataire à 4,5/5% pour 3 ans, rappelle Arnaud Raimon, Président de la société d'asset management Aliénor Capital. Les conditions se sont donc nettement améliorées. Une fois leurs liquidités en poche, les banques ont plusieurs options. Les plus frileuses replacent ces liquidités aux guichets de la BCE à un taux peu attractif plutôt que de prendre le risque de financer des entreprises, des ménages ou d'autres banques. Cependant d'autres banques se livrent à des opérations de "carry trade" beaucoup plus juteuses. Elles empruntent à 1 % auprès de la BCE et prêtent ensuite aux gouvernements à des taux plus élevés. A ce jeu les banques espagnoles sont les plus actives : elles ont acheté 32 milliards d'euros d'actifs publics en janvier et 22 milliards en décembre. Ce "carry trade" pourrait paraître honteux ; il a pourtant un effet positif, note Arnaud Raimon. En effet, il contribue à faire baisser les taux d'intérêt à long terme dans les pays d'Europe du Sud.

Les banques utilisent-elles aussi l'argent de la BCE pour financer l'économie?

Il est encore trop tôt pour le dire. Les flux de prêts au secteur privé ont baissé en novembre et décembre (-16 et -72 milliards d'euros respectivement). On peut toutefois constater que les flux de crédit ont rebondi en janvier (+37 milliards) et que le timide dégel du marché interbancaire présage un desserrement des standards de prêts, estime Bruno Cavalier, économiste d'Oddo Securities. Grâce au LTRO, les banques peuvent enfin avoir une offre de crédit pour les particuliers et les entreprises, constate Arnaud Raimon. Cependant, il ne faut pas oublier que de la demande de crédit reste en berne. En France, par exemple, la consommation baisse à un rythme de 2% l'an.

Difficile dans ces conditions, d'obtenir un rebond du crédit, même si les banques sont mieux disposées. Le président de l'institution de Francfort Mario Draghi a exhorté dimanche les banques à soutenir la croissance économique en prêtant aux ménages et aux entreprises les liquidités empruntées. L'agence de notation Fitch estime toutefois qu'il est peu probable que ces fonds débouchent sur une forte croissance du crédit, "*étant donné l'absence de toute demande notable*" en Europe. L'injection de liquidités a ses limites.

Un article de lexxpress.fr du 6 mars

"Dans une rupture conventionnelle, salarié et patron ne sont pas égaux". (07.03)

Depuis 2008, le succès des ruptures "à l'amiable" ne se dément pas. Mais pour Anaïs Ferrer et Maurad Rabhi, chargés du dossier à la CGT, sa philosophie est un leurre: les salariés subissent des pressions et ignorent souvent leurs droits.

Contournement du licenciement économique, mise en préretraite des seniors, pression sur les salariés au départ de l'entreprise, faux CDD... Les ruptures conventionnelles ont ouvert un champ des possibles pour les employeurs, qu'il ne leur restait plus qu'à explorer.

Les dernières données de la Dares confirment que leur succès ne se dément pas. Elles représentent 12,9% des ruptures de CDI, devançant allègrement les 6% de licenciements pour motif économique. En tout, ce sont près de 770.000 ruptures qui ont été homologuées depuis leur création en 2008, venant légaliser les dispositions d'un accord national interprofessionnel signé par tous les syndicats excepté la CGT.

Un mode de gestion des emplois

Nous constatons que les plus de 55 ans sont plus enclins que les autres à signer ces ruptures. Certaines entreprises les considèrent même comme un vrai mode de gestion des emplois et des compétences, proposant à leurs salariés seniors une rupture avec trois ans de salaire, trois ans de chômage et un départ à la retraite au final. On fait donc payer une partie de la réforme des retraites à l'assurance chômage.

Ce mode de rupture est également un moyen pratique d'échapper aux règles des licenciements collectifs. Il est en effet légal de conclure des ruptures conventionnelles pour motif économique. Or, les plans de sauvegarde de l'emploi (ex-plans sociaux) ne sont obligatoires qu'à partir du licenciement économique simultané d'au moins 10 salariés. Les juges ont tout de même considéré qu'il fallait prendre en compte les ruptures conventionnelles pour calculer ce seuil des 10 licenciements. Mais comment prouver qu'une rupture conventionnelle a un motif économique, puisque les parties ne sont pas tenues de donner de motif?

Harcèlement, discrimination... C'est l'employeur qui contraint

Si l'on regarde attentivement les réels motifs des ruptures, on s'aperçoit que le salarié est parfois formellement à l'initiative d'une rupture, mais qu'en réalité c'est l'employeur qui l'y contraint: harcèlement, dégradation des conditions de travail, discrimination, mutation abusive, auparavant le salarié ne démissionnait pas, par peur de se retrouver sans revenu. Aujourd'hui, il est plus facile de céder à la pression, puisque les salariés auront droit aux allocations chômage, même si ce n'est que pour quelques mois.

Les trois quart des ruptures sont conclues dans les petites entreprises, où les syndicats y sont peu présents et les salariés plus précaires et vulnérables. Le postulat de base de ce type de rupture est un leurre: les salariés subordonnés juridiquement à leur employeur ne négocient pas sur un pied d'égalité, ils subissent des pressions et ne connaissent souvent même pas leurs droits les plus basiques. Et en l'état actuel de la jurisprudence, il est très difficile de contester en justice une rupture conventionnelle.

Encadrer pour éviter les dérives

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons qu'il est urgent de mieux encadrer ce dispositif afin d'éviter les dérives. Pour éviter aux entreprises de contourner les procédures collectives de licenciements, il est nécessaire que les représentants du personnel puissent avoir un état des ruptures conventionnelles mois par mois, et de limiter le nombre de ruptures conventionnelles au même niveau que le déclenchement d'une procédure collective, soit 9 salariés.

Nous avons aussi besoin de mieux engager la responsabilité sociale de l'entreprise lorsque le salarié se retrouve au chômage. On pourrait arrêter une série de mesures obligatoires pour l'entreprise afin d'aider le salarié licencié à se reconvertir, ou alors exiger de l'entreprise qu'elle verse une contribution de reconversion au service public à l'emploi, en plus de l'indemnité de rupture.

La dernière proposition serait de rendre beaucoup plus coûteux le licenciement des salariés seniors. En tout état de cause, ne rien faire contribue à aggraver fortement la situation du chômage, d'autant plus que la rupture conventionnelle avait été initiée pour favoriser la mobilité des salariés.

Anaïs Ferrer (conseillère confédérale CGT) et Maurad Rabhi (membre de la direction confédérale CGT)

Commentaire.

La mission d'un syndicat est-elle de lutter contre tout licenciement ou d'établir à partir de quel niveau un licenciement serait "*plus coûteux*" pour un patron, pour ainsi dire acceptable ?

Question que ces "*représentants du personnel*" ne se poseront pas dès lors que leur combat ne se situe pas dans la perspective de mettre un terme à la subordination des travailleurs aux rapports sociaux de production capitalistes, ils ne leur restent plus qu'à constater impuissants que "*les salariés subordonnés juridiquement à leur employeur ne (puissent pas négocier) sur un pied d'égalité*", comment pourrait-il en être autrement dans le cadre de rapports de classe entre dominant et dominé ?

Un article de libération.fr du 6 mars

Le travail prend le pas sur la vie de couple (07.03)

Longs trajets, horaires nocturnes, intrusion des smartphones dans la sphère privée : le travail grignote de plus en plus le quotidien des salariés français, qui aspirent pourtant à privilégier leur vie de famille, révèle mardi une étude du cabinet Technologia.

C'est le principal constat de cette enquête, menée via des questionnaires et des entretiens individuels, en partenariat avec la mutuelle UMC : pour 50% des salariés interrogés, le travail occupe la place la plus importante dans leur quotidien. Et pourtant, la quasi-totalité (96%) souhaiterait faire d'autres choix de vie.

La majorité des salariés vivent donc «*un déchirement*» entre l'importance qu'ils accordent à leur travail et celle qu'ils peinent à donner à leur vie privée, familiale essentiellement, retient donc l'étude.

Cette «*réalité*» diffère toutefois selon les catégories socioprofessionnelles. Chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, 61% déclarent que le travail occupe une place prépondérante. C'est le cas pour 54% des professions intermédiaires, 34% des employés mais seulement 27% des ouvriers.

La plus grande flexibilité des horaires des cadres semble être la première explication de cet écart, souligne l'étude, relevant qu'ouvriers et employés peuvent aussi connaître des horaires atypiques mais que ceux-ci demeurent fixes, le plus souvent.

Le travail de nuit des cadres, s'il n'est pas nouveau, apparaît «*massif*», souligne notamment l'étude. Il toucherait ainsi 47,4% des cadres et professions intellectuelles supérieures et se manifesterait surtout sous la forme d'un travail effectué sur le temps personnel au domicile.

Or 76,6% des cadres concernés déclarent ne pas avoir assez de temps en famille, en couple ou entre amis.

Outre la fatigue, le travail diurne empiète aussi sur la sexualité des salariés concernés. Ainsi, les trois quarts des personnes interrogées reconnaissent que la fatigue les empêche de faire l'amour le soir.

Les longs trajets, les déplacements fréquents et la mobilité professionnelle compliquent aussi, lorsqu'ils sont subis, la conciliation entre vie familiale et professionnelle.

De même que l'usage des portables, tablettes et autres smartphones, qui s'immiscent de plus en plus dans la sphère privée, notamment chez les cadres, peut empiéter sur la vie de couple. «*Depuis deux ans, mon mari a un employeur qui pense qu'il doit être disponible 24 heures sur 24*», témoigne une épouse. «*Je lui ai dit que je voulais faire chambre à part s'il ne coupait pas son téléphone quand il est au lit.*»

Pour mener de front vie professionnelle et vie familiale, les parents de plus de trois enfants semblent davantage organisés que d'autres salariés, relève l'enquête. «*Quand j'ai eu mes enfants, j'ai mûri au travail et j'ai appris à faire autant de travail en moins de temps*», souligne une femme interrogée.

Le travail peut par ailleurs jouer le rôle d'une «*béquille*» quand la vie personnelle chancelle, note l'étude, mais «*dans certaines limites*».

Certaines évolutions actuelles de l'environnement du travail peuvent d'ailleurs conduire à des «*déceptions*», susceptibles de rejaillir sur la sphère personnelle.

Mais la peur du chômage est peut-être encore pire pour la vie privée, souligne encore l'étude. Nombreux sont en effet ceux qui se sentent obligés d'accepter des situations de travail inconfortables par crainte du chômage.

Si le chômage est vécu comme «*une dévalorisation de soi avec une perte d'identité sociale, il est en outre susceptible de fragiliser la vie familiale*», la précarité et la perte du statut augmentant le risque de divorce.

Un article de Reuters du 7 mars

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde: ils sont cette année 1.226 à figurer dans le classement du magazine américain Forbes, dominé pour la troisième année consécutive par le roi mexicain des télécoms, Carlos Slim.

Avec une fortune estimée à 69 milliards de dollars, en légère baisse par rapport à l'an dernier (- 5 milliards), Carlos Slim devance l'Américain Bill Gates, co-fondateur de Microsoft (61 milliards) et l'homme d'affaires et philanthrope américain Warren Buffett (44 milliards).

Le Français Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est 4e, avec une fortune estimée à 41 milliards de dollars, suivi de l'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara (37,5 milliards).

Les milliardaires étaient 140 il y a 25 ans, lorsque Forbes avait publié sa première liste, avec une fortune cumulée de 295 milliards.

Cette année, ils sont 1.226, un record absolu depuis que le classement existe, 16 de plus que l'an dernier quand le chiffre de 1.210 avait déjà été présenté comme un record, a précisé Forbes en publiant sa liste annuelle mercredi (www.forbes.com/billionaires).

Tous ensemble, ces personnalités richissimes --dont 104 femmes-- pèsent 4.600 milliards de dollars.

Les Etats-Unis restent le pays qui en compte le plus, avec 425 milliardaires. Parmi eux le maire de New York Michael Bloomberg, fondateur de la société d'information financière du même nom, qui, avec une fortune de 22 milliards, en progression de 3,9 milliards par rapport à 2011, est passé de la 30e à la 20e place.

La Russie vient cette année en deuxième place, avec 96 milliardaires, devant la Chine (95).

Les villes hébergeant les plus riches sont Moscou (78 milliardaires) suivie de New York (58) et Londres (39).

Parmi ceux qui ont vu leur fortune s'accroître substantiellement, on compte, outre M. Bloomberg, Mark Zuckerberg, créateur de Facebook, le deuxième plus jeune de la liste. A 27 ans, il est assis sur une fortune de 17,5 milliards de dollars (+ 4 milliards).

Le plus grand perdant par rapport à 2011 est l'homme d'affaires indien Lakshmi Mittal, président d'ArcelorMittal, qui pour la première fois depuis 2004 n'est plus dans les dix premiers, après avoir vu sa fortune fondre de 10,4 milliards en un an.

Au total, ces milliardaires viennent de 58 pays.

La France en compte 16, dont deux femmes, Liliane Bettencourt (24 milliards, 15e) et Elisabeth Badinter (1,1).

Le Maroc notamment y fait son entrée, avec trois milliardaires, Miloud Chaabi (2,9 milliards), Othman Benjelloun (2,3) et Anas Sefrioui (1,6).

La première femme de ce classement est l'Américaine Christy Walton, héritière de la chaîne d'hypermarchés WalMart, qui figure à la 11e place, avec une fortune de 25,3 milliards. Cela fait sept ans qu'elle est la femme la plus riche du monde.

Un article de Reuters du 8 mars

Les allocations familiales au 1er avril, touchées par la rigueur. (09.03)

La Caisse Nationale d'Allocations familiales (Cnaf) a publié jeudi les nouveaux montants mensuels des prestations familiales qui seront versées à compter du 1er avril, des montants légèrement minorés en raison des mesures de rigueur prises en 2011.

Ainsi pour 3 enfants, les foyers toucheront 289,82 euros, soit 3 euros de plus par mois au lieu de 6 euros, avait indiqué Matignon l'an dernier.

Selon le tableau publié par la Cnaf les montants de base sont les suivants:

-2 enfants à charge: 127,05 euros (après déduction de la Contribution au remboursement de la dette sociale, CRDS)

-3 enfants: 289,82 euros

-4 enfants: 452,59 euros

Au delà de 4 enfants, le foyer familial touchera 162,78 euros par enfant supplémentaire.

Des majorations s'ajoutent en fonction de l'âge des enfants. Si ces derniers ont de 11 à 16 ans et s'ils sont nés avant le 1er mai 1997, la majoration sera de 35,74 euros pour chaque enfant.

Pour les enfants âgés de plus de 16 ans, elle s'élèvera à 63,53 euros, de même que pour les enfants âgés de plus de 14 ans mais nés à compter du 1er mai 1997.

Auparavant les prestations familiales étaient revalorisées au 1er janvier. Mais l'an dernier le gouvernement avait repoussé cette revalorisation au 1er avril, faisant ainsi 130 millions d'économies.

De plus, dans le cadre des mesures de rigueur, il avait été décidé que les prestations familiales ne seraient pas revalorisées en fonction de l'inflation mais de la croissance. Les économies escomptées sont de 400 millions pour 2012 et 500 millions pour 2013.

Le Premier ministre François Fillon avait précisé que cette mesure serait limitée à une seule année.

En 2010 les caisses d'allocations familiales (Caf) ont versé à 4,7 millions de foyers (métropole et Dom) pour 11,8 milliards d'euros d'allocations familiales proprement dites.

La Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), a été versée à 2,3 millions de ménages pour près de 12 milliards d'euros.

Au total, les Caisses d'allocations familiales ont versé, en 2010, près de 60 milliards d'allocations diverses avec notamment les aides au logement et le RSA (revenu de solidarité activité).

Un article du monde.fr du 9 mars

Le chômage partiel, un dispositif particulièrement prisé par l'industrie. (11.03)

Pas une semaine ne se passe sans qu'on y recoure. Que ce soit les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Mulhouse (Haut-Rhin), ceux de l'aciérie ArcelorMittal de Florange (Moselle) ou encore ceux de l'usine Lejaby d'Yssingeaux (Haute-Loire), les mesures de chômage partiel – ou technique – fleurissent à mesure que les usines en difficulté traversent la crise.

Selon un rapport de la Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques) du ministère du travail et de l'emploi publié en janvier, 130 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées entre 2007 et 2010, touchant en moyenne 90 000 salariés par mois, avec une réduction mensuelle moyenne d'activité de 30 heures.

Sans surprise, le pic de chômage partiel a été enregistré au plus fort de la crise, entre le 4^e trimestre 2008 et le 3^e trimestre 2009, au cours duquel 260 000 salariés ont été touchés en moyenne chaque mois. L'industrie est de très loin le secteur qui recourt le plus à ce dispositif (84 % du total des heures), loin devant celui des services (13 %). L'automobile s'y taille la part du lion (27 %), devant la fabrication d'équipements et de machines (12 %), la métallurgie (7 %) et le textile-habillement-cuir (4 %).

"Le secteur industriel est beaucoup plus exposé aux cycles économiques mondiaux que celui des services, explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Par conséquent, les retournements conjoncturels impactent beaucoup plus rapidement et brutalement l'industrie, notamment via les carnets de commandes étrangers, car le secteur est très dépendant de la situation économique des partenaires commerciaux."

Mais pas seulement : 180 salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Vesoul (Haute-Saône) sont au chômage technique au mois de mars, à la suite d'un ralentissement d'activité attribué, selon les syndicats, aux sanctions économiques de l'Union européenne contre l'Iran. L'atelier envoie en effet dans le pays des pièces détachées et des sous-ensembles de voitures qui sont assemblés sur place.

Ces aléas de la conjoncture, auxquels sont soumis les entreprises, pèsent sur la production et, par conséquent, sur l'emploi – même si l'annualisation du temps de travail permet pour partie de réagir à ces variations. *"Quand l'activité ralentit, voire diminue, et qu'une entreprise se retrouve en surcapacité de production, soit elle réduit le temps de travail, soit elle détruit des emplois – précaires en premier : CDD, intérimaires –, avant de procéder à des licenciements économiques"*, détaille M. Plane.

L'industrie automobile doit en outre composer avec des difficultés nouvelles. *"Pendant un temps, les systèmes de primes à la casse ont soutenu l'activité dans le secteur. Mais aujourd'hui, les indicateurs conjoncturels sont très mauvais, particulièrement depuis la mise en place des politiques d'austérité en Europe – qui pèse sur la croissance et le pouvoir d'achat des ménages – et la hausse des prix du pétrole"*, indique M. Plane.

En outre, la question de la surcapacité est revenue au cœur des problématiques économiques des grands groupes. *"Il y a des surcapacités en Europe, et chaque constructeur doit traiter cette question"*, a admis le patron de PSA juste après l'annonce de l'alliance avec Général Motors, mercredi 29 février. Confronté à un surplus de production estimé à 20 %, le français veut s'inspirer de l'américain pour régler le problème d'ici 18 à 24 mois. Corrolaire de cette surproduction *"dans l'industrie en général"*, *"il y a un développement du sous-emploi au-delà des destructions nettes"*, souligne Mathieu Plane.

Le chômage partiel a légèrement diminué en 2011...

Alors que la tendance sur l'année 2011 était à la hausse (avec un point d'orgue à 126 000 personnes au troisième trimestre), le nombre de personnes en situation de chômage partiel a considérablement diminué au dernier trimestre, à 55 000. Un chiffre étonnant dans un contexte de contraction de l'emploi, avec notamment une perte inquiétante de 21 000 emplois (- 3,6 %) dans l'intérim au quatrième trimestre 2011 – considéré généralement comme un indicateur avancé de l'emploi.

Pour Frédéric Tallet, responsable synthèse et conjoncture de l'emploi à l'Insee, ces chiffres s'inscrivent dans "une tendance à la baisse du chômage partiel entre 2009 et 2011, les derniers chiffres retrouvant les niveaux les plus bas enregistrés depuis fin 2008".

Mathieu Plane, au contraire, se dit "*très surpris*" par cette évolution, "*car on était sur un schéma d'accélération du chômage partiel au troisième trimestre 2011. Le dernier trimestre n'a pas été bon dans le secteur de l'industrie. Quant à la croissance, si elle a été légèrement meilleure que prévu, elle est cependant restée très faible (+ 0,2 %) au quatrième trimestre 2011.*"

"*C'est peut-être dû au fait que certains employeurs ont voulu attendre le sommet social du 18 janvier et l'annonce des nouvelles mesures de chômage partiel, avant de les mettre en place au sein de leur établissement*", avance M. Plane.

Autre hypothèse : le manque de marge des entreprises. "*Durant la première partie de la crise, les taux de marge des entreprises se sont beaucoup dégradés, jusqu'à arriver à des niveaux historiquement bas dans l'industrie. Pendant un an et demi, elles ont donc pris sur leurs marges pour limiter les licenciements, en partie en ayant recours au chômage partiel. Peut-être qu'aujourd'hui, elles n'ont plus les moyens d'amortir le choc de la même manière*", argumente Marion Cochard, économiste à l'OFCE et spécialiste du marché du travail.

... mais il devrait repartir à la hausse en 2012

Loin d'être une tendance, cette baisse du chômage partiel est un répit de courte durée, estime M. Plane, qui prévoit une augmentation du chômage partiel en 2012, étant donné la baisse de la demande, la hausse du chômage et les mauvaises perspectives de l'emploi : l'Insee prévoit 61 000 destructions d'emplois au premier trimestre.

"*En 2009, le chômage partiel a explosé en même temps que le chômage global, les deux étant généralement très corrélés, insiste également Marion Cochard. On sait qu'il faut 1 % de croissance pour créer de l'emploi, et 1, 5 % pour faire baisser le taux de chômage. Or, nous prévoyons 0,2 % de croissance en 2012.*"

Dans ce contexte, le chômage partiel peut-il permettre aux entreprises de mieux traverser la crise ? Pour Mathieu Plane, "*c'est une mesure relativement efficace d'un point de vue conjoncturel, c'est-à-dire si le choc n'est pas permanent et qu'il y a une baisse momentanée de la demande. Il évite le licenciement économique, coûteux aussi bien financièrement que socialement. D'ailleurs, l'Allemagne le sait bien, puisqu'au plus fort de la crise, mi-2009, 1,5 million d'Allemands ont été mis au chômage partiel, contre 270 000 en France.*" Reste à savoir maintenant si le choc va être ponctuel.

Un article de mondialisation.ca du 12 mars

L'UNESCO exclut l'ONG affiliée à la CIA "Reporters Sans Frontières". (14.03)

L'ONG française Reporters Sans Frontières (RSF), subventionnée par des agences du Département d'État nord-américain et dont les liens avec le renseignement nord-américain ont été démontrés, vient d'être exclue de la liste d'Organisations Non Gouvernementales associées à l'UNESCO.

C'est la deuxième fois en exactement quatre ans que RSF est sanctionnée par l'UNESCO pour son manque d'éthique.

L'institution prestigieuse des Nations Unies lui a déjà retiré le mercredi 12 mars 2008 le co-parrainage de la Journée pour la liberté d'Internet pour cause de « tentatives visant à disqualifier un certain nombre de pays ».

Le Conseil Exécutif de l'organisme international a validé ce 8 mars la décision du Comité sur les Associés Non Gouvernementaux qui a retiré à RSF son statut d'organisation associée.

Le Comité sur les Associés Non Gouvernementaux, un organe affilié au Conseil Exécutif de l'UNESCO, s'est réuni le 28 février dernier, pour étudier le reclassement des ONG qui collaborent avec l'UNESCO.

Au cours des débats de l'UNESCO, quelques pays ont dénoncé les méthodes controversées de travail employées par l'ONG « qui ne sont pas compatibles avec les valeurs de l'UNESCO dans le domaine du journalisme » et a décidé de l'exclure de la catégorie d'association.

La créature de Robert Ménard

En 2008, quelques mois après une décision similaire, le fondateur de RSF, Robert Ménard, a renoncé à son poste de chef de l'ONG, qu'il détenait apparemment à vie, pour accepter un contrat millionnaire de l'Émirat du Qatar où il devait supposément créer un organisme en faveur des droits de la presse.

Il est aujourd'hui de retour en France où il est associé au parti d'extrême-droite, le Front National, des Le Pen.

Lorsqu'il était à la tête de RSF, Ménard a dû publiquement reconnaître que son groupe recevait des subventions généreuses de l'Agence de Développement International (USAID), une façade du renseignement nord-américain, à travers le Center for a Free Cuba, une créature de Freedom House, dirigée par l'agent de la CIA Frank Calzón.

Ménard a eu pendant des années accès aux fonds de l'agence nord-américaine pour l'ingérence, USAID, qui disposait l'année de sa "retraite" précipitée d'environ 45 millions de dollars pour mener son travail de propagande et d'espionnage contre Cuba, à travers un réseau de soi-disant ONG. Le bras droit de Calzón, Felipe Sixto, a avoué à la fin de l'année passée avoir volé un million et demi de dollars du budget du "Center".

L'affiliation avec l'USAID et d'autres appuis occultes des EU explique l'ardeur de RSF à attaquer constamment les pays progressistes de l'Amérique Latine, parmi lesquels les pays de l'ALBA, contre qui il déclenche à intervalles régulières des campagnes de diffamation aux côtés d'autres organismes de presse connus pour leur collaboration avec le Département d'État.

En février passé, RSF est intervenu dans le débat qui se développe en Équateur sur les droits de la presse pour appuyer le quotidien El Universo, condamné pour injures et mensonges grossiers contre le président Rafael Correa.

RSF a qualifié de « désastre » la décision de la Cour Nationale de Justice (CNJ) de l'Équateur qui a ratifié une sentence par « une injure calomnieuse » contre le porte-parole du quotidien de l'extrême-droite et de l'oligarchie.

De même, RSF attaque la Bolivie et en Venezuela, les pays dont la « *grande presse* » a été traditionnellement monopolisée par l'oligarchie nationale.

Désormais, RSF ne disposera pas d'un droit d'intervention et devra se limiter à « *des consultations* ».

Plus de 60 ONG collaborent avec l'UNESCO en tant qu'organisations associées.

Jean-Guy ALLARD - Rebelión, 11 mars 2012.

Article original en espagnol (11.03.2012) : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=146110>

Un article de lexpansion.com avec AFP du 14 mars

Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)

Selon un ancien directeur exécutif et responsable des produits dérivés, la banque pense surtout à gagner de l'argent. L'intérêt des clients passe au second plan.

Un cadre supérieur de Goldman Sachs, claquant la porte au bout de 12 ans, a dénoncé mercredi dans une tribune au New York Times la culture d'entreprise "toxique" de la grande banque d'affaires, qui privilégierait systématiquement ses profits au détriment de ceux de ses clients.

Greg Smith, qui indique démissionner mercredi de son poste de directeur exécutif et responsable des produits dérivés américains en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, affirme que *"les intérêts des clients continuent à passer au second plan dans la façon dont la banque fonctionne et pense à gagner de l'argent"*.

"Quand les livres d'histoire seront écrits sur Goldman Sachs, ils pourraient bien montrer que le PDG actuel, Lloyd Blankfein, et le président, Gary Cohn, ont laissé tomber la culture de la firme quand ils en tenaient les rênes. Je crois réellement que ce déclin de la fibre morale de la firme représente la menace la plus sérieuse pour sa survie à long terme", écrit M. Smith.

Selon lui, c'est arrivé au point que *"celui qui gagne assez d'argent pour la banque, à condition qu'il ne soit pas un assassin, sera promu à un poste influent"* de Goldman Sachs. Goldman Sachs a rejeté les accusations de cette lettre ouverte assassine pour son image de grande banque d'affaires. *"Nous sommes en désaccord avec l'opinion exprimée qui, selon nous, n'illustre pas notre façon de gérer nos affaires"*, a indiqué un porte-parole de la banque. *"A notre avis, nous ne pourrions réussir que si nos clients réussissent. Cette vérité fondamentale est au coeur de notre comportement"*.

Mais M. Smith, ancien membre de l'équipe de recrutement de la banque, chargé de repérer dans les universités les étudiants les plus prometteurs pour les convaincre de la rejoindre, cite plusieurs anecdotes à l'appui de ses accusations. *"Ca me rend malade de voir comment les gens parlent de façon ignoble d'arnaquer leurs clients"*, écrit-il. *"Depuis 12 mois j'ai vu cinq différents directeurs généraux parler de leurs propres clients comme de +pantins+, quelque fois dans des courriels internes"*, ajoute-t-il, alors même que ce genre de comportements a été abondamment dénoncé ces dernières années dans des enquêtes judiciaires et parlementaires, comme l'affaire de *"Fabulous Fab"*, alias Fabrice Tourre. M. Tourre est un cadre français de la banque poursuivi pour avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers complexes et très risqués adossés au marché immobilier américain.

"Je n'ai connaissance d'aucun comportement illégal", écrit encore M. Smith. *"Mais est-ce que les gens (de Goldman) poussent leurs clients à acheter des produits lucratifs et compliqués, même s'ils ne sont pas les plus simples ou s'ils ne correspondent pas à leurs besoins? Absolument. Tous les jours, en fait"*. *"J'espère que ceci sera un signal d'alarme pour le conseil d'administration"*, conclut-il. *"Remplacez le client au centre de vos activités. Sans clients, vous ne gagnerez pas d'argent, en fait vous n'existerez pas. Éliminez les gens qui n'ont pas de morale, sans considération de l'argent qu'ils font gagner à la banque. Et rétablissez la culture d'entreprise pour que les gens veuillent travailler ici pour les bonnes raisons"*. L'action Goldman Sachs gagnait 0,17% dans les échanges électroniques avant l'ouverture de la Bourse à New York.

Un article de l'AFP du 14 mars

Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)

Le déficit des comptes courants des Etats-Unis a grimpé au quatrième trimestre à son plus haut niveau depuis trois ans, creusé par le pétrole cher et la baisse des revenus financiers des Américains à l'étranger, selon des chiffres publiés mercredi par le département du Commerce.

Le déficit a atteint 124,1 milliards de dollars, le plus élevé depuis le quatrième trimestre 2008, soit nettement plus que ne prévoyaient les analystes (113,8 milliards).

Le gros de ce déficit provient traditionnellement de la balance commerciale, qui a pesé lors du trimestre à hauteur de 141,1 milliards de dollars. L'augmentation du prix du pétrole en fin d'année a encore plus déséquilibré le commerce extérieur des Etats-Unis, premiers consommateurs mondiaux de brut.

L'excédent dans les transferts internationaux de revenus a diminué, pour atteindre 50,3 milliards de dollars, tandis que les flux nets de transferts courants unilatéraux (qui regroupent principalement l'aide internationale et les envois de fonds des immigrés) étaient quasi stables, à -33,3 milliards.

Sur l'ensemble de l'année 2011, le déficit des comptes courants a atteint 473,4 milliards de dollars, soit 3,1% du produit intérieur brut. Il était en 2010 de 470,9 milliards, soit 3,2% du PIB.

Les Etats-Unis sont de très loin les plus grands emprunteurs au monde, finançant l'énorme trou de leur commerce extérieur par l'afflux permanent de capitaux dans leur système financier, le plus sophistiqué de la planète.

Un article d'Atlantico.fr du 14 mars

Arrêtons de croire bêatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)

L'Insee a annoncé ce mardi une variation des prix à la consommation de +2.3% sur un an. Mais dans les faits il semblerait que l'inflation soit bien plus importante...

Les journalistes de France 2 ont enquêté sur les prix alimentaires en grande surface en comparant les étiquettes sur un an : la hausse des prix s'établit à 9 % pour les grandes marques, 11 % pour les marques distributeurs (cf journal de 8h du 13 mars à partir de 4'). Les dépenses de consommation ne concernent pas que l'alimentation bien sûr, mais un autre poste important comme l'énergie (essence, électricité, gaz) augmente au même rythme, chacun peut le constater. Le logement ? Les prix se calment, mais ils ont fortement augmenté ces dernières années. Des postes sont stables, c'est vrai, comme le textile.

Alors, comment l'Insee arrive à nous sortir une inflation annuelle à 2 % ?

1) Déjà l'immobilier ne figure pas dans l'indice, mais seulement les loyers (qui sont contrôlés par l'Etat, donc augmentent moins vite que la valeur des biens). En effet, un bien immobilier est considéré comme un investissement, alors que l'office statistique calcule un indice des prix à la consommation. Une belle entourloupe car l'acquisition d'un logement fait partie d'un « parcours de vie » normal, et que s'il s'agit d'un investissement, c'est aussi par essence un bien de consommation, et il pourrait tout à fait figurer dans l'indice.

2) Le « new iPad » coûte le même prix que l'ancien mais – attention – comme il est plus puissant que le modèle précédent, l'Insee considère que « vous en avez plus pour votre argent » et inscrit dans sa base un prix en baisse. C'est l'effet progrès technique. Une pure arnaque que personne ne dénonce. Ainsi les biens technologiques (téléphone, Internet, télé, etc) tirent vers le bas l'indice des prix.

3) L'effet pondération : vous aimez le poisson, vous en mangez deux fois par semaine. Le prix augmente, vous n'en prenez plus qu'une fois par semaine. Tout le monde fait de même, contraint par ce renchérissement. Résultat, l'Insee constate une baisse de la consommation de poisson et donc diminue sa part dans le calcul de l'indice. La hausse du prix du poisson s'en trouve d'autant diluée. Magique.

Et il y a certainement d'autres magouilles...

Cette hausse des prix est malheureusement « normale » : la monétisation des banques centrales (Europe, Etat-Unis, Japon) fait monter le prix des actifs réels (matières premières, énergie). Le producteur de pétrole, de cuivre, ou de blé, qui vend sa production en dollars, lorsqu'il voit la banque centrale américaine faire tourner la planche à billets, veut garder son pouvoir d'achat, et donc augmente ses prix. Ces hausses se retrouvent finalement dans le panier de la ménagère. C'est ce qu'on appelle « l'inflation de second tour », qui passe par le détour des matières premières.

Serait-ce trop demander à ceux qui nous gouvernent, ou le prétendent, d'arrêter de croire aveuglément aux sirènes de l'Insee et d'affronter ce qui va devenir un problème de plus en plus pressant : le retour de l'inflation ?

Philippe Herlin est chercheur en finance, chargé de cours au CNAM.

Commentaire.

Je retiendrai les 9 % ou 11 % d'augmentation des prix constatés par les journalistes de France 2. En gros, l'inflation monétaire ne reste pas monétaire...

Un article de Reuters du 14 mars

La liquidité devient "rare et chère", dit la Société Générale

La liquidité est devenue pour les banques une ressource rare et chère et le marché interbancaire ne repartira pas massivement tant que les nouvelles normes bancaires du comité de Bâle ne seront pas modifiées, a déclaré mercredi Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale.

En raison des inquiétudes sur la solidité du système bancaire européen dans le contexte de crise de la dette dans la zone euro et de normes prudentielles plus contraignantes, les banques européennes éprouvent des difficultés à se refinancer.

Les tensions sur la liquidité bancaire ont été telles que la Banque centrale européenne (BCE) a dû intervenir à deux reprises, en décembre et fin février, pour injecter plus de 1.000 milliards d'euros de prêts à trois ans (LTRO) pour aider les banques européennes et éviter un tarissement du crédit.

"Le monde a considérablement changé et peut-être encore plus sur la liquidité que sur le capital (.) La grande leçon de la crise, c'est que la liquidité est désormais chère et beaucoup plus rare" , a expliqué Frédéric Oudéa lors d'une conférence à l'European American Press Club à Paris.

"Le marché interbancaire, les prêts directs se raréfient", a-t-il ajouté.

En Europe, d'autres dirigeants bancaires soulignent que le marché interbancaire n'a pas retrouvé un fonctionnement normal en dépit des interventions exceptionnelles de la BCE.

"La liquidité n'est toujours pas abondante malgré les fonds injectés par la BCE", a ainsi dit Federico Ghizzoni, le directeur général de la banque italienne Unicredit lors d'une conférence à Rome. *"Il est difficile de trouver des financements à moyen et long terme."*

"Le LTRO (de la BCE, NDLR), c'est un filet de sécurité (...) qui nous permet de prêter là où il faut prêter sans avoir peur du lendemain", a pour sa part commenté le patron de la SocGen.

Interrogé sur l'échange de dette grecque et le déclenchement des CDS, ces contrats qui protègent un investisseur contre les risque de défaut, Frédéric Oudéa, qui est aussi le président de la Fédération bancaire française (FBF) a estimé que les 'credit-default swaps' ne représentaient pas un *"enjeu significatif"* pour les banques.

"Le problème du défaut, de l'organisation du défaut, ce n'est pas tant les CDS (credit default swaps, NDLR) qui, d'après tous les chiffres qui circulent, ne représentent pas un enjeu significatif pour une quelconque banque et le système financier (...) que le problème du financement du système grec", a fait savoir le directeur général de la SocGen.

"Tous ces chiffres ont été communiqués par les banques dans le cadre de l'exercice des stress tests (tests de résistance) de l'EBA (Autorité bancaire européenne, NDLR)", a-t-il ajouté.

L'International Swaps and Derivatives Association, l'organisation qui regroupe les grands intervenants sur les marchés dérivés, a décidé vendredi qu'en activant une mesure obligeant les créanciers privés à passer des pertes sur leurs titres de dette souveraine, la Grèce avait déclenché le versement des CDS.

L'organisme a toutefois jugé que le paiement de ces CDS, estimé à quelque 3 milliards de dollars, n'aurait pas d'impact important sur les marchés.

Un article d'AFP du 15 mars

Le taux d'effort pour se loger continue d'augmenter pour les ménages modestes. (16.03)

Le taux d'effort pour se loger, c'est à dire le pourcentage des dépenses dans ce secteur par rapport aux revenus, continue d'augmenter pour les ménages les plus modestes et pour les locataires du parc privé, selon une étude de l'Insee publiée vendredi.

De 1996 à 2010, l'augmentation la plus sensible de ce taux d'effort concerne les ménages les plus modestes (+2,8 points entre 1996 et 2006 et +0,6 point entre 2008 et 2010) et les locataires du secteur privé (+3,1 points de 1996 à 2006 et +1,0 point de 2008 à 2010), selon l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ainsi un locataire du parc privé sur cinq dépense plus de 40% de ses revenus pour se loger.

Par contre les loyers maîtrisés du parc HLM et les aides personnelles au logement ont limité l'évolution du taux d'effort des locataires du secteur social (+1,0 point de 1996 à 2006 puis -0,3 point de 2008 à 2010), selon cette étude intitulée "la part du logement dans le budget des ménages en 2010".

De plus, en 15 ans, le profil des locataires s'est modifié: cette catégorie s'est progressivement vidée des ménages aux ressources suffisantes pour accéder à la propriété, les deux tiers des locataires étant désormais des ménages modestes.

Dans le même temps, la part des locataires au sein des ménages aisés a régulièrement diminué, chutant de 28% en 1996 à 19% en 2010.

Premier poste de dépenses

Le logement reste le premier poste des ménages devant l'alimentation et les transports. En 2010, en métropole, un ménage sur deux consacrait au moins 18,5% de ses revenus pour se loger.

Ces dépenses concernent, pour les propriétaires, les remboursements d'emprunt, les gros travaux, la taxe foncière, et les charges de copropriété. Pour les locataires, elles comprennent les loyers et les charges. Pour tous viennent s'ajouter la taxe d'habitation, les dépenses d'eau et d'énergie mais les aides personnelles au logement viennent en déduction.

Entre 2005 et 2010, les dépenses des ménages dans ce secteur ont, avant déduction des aides éventuelles, augmenté de 17%, soit 4 points de plus que le niveau de vie moyen. La progression est bien plus marquée pour les accédants à la propriété (+26%) dans un contexte d'envolée des prix de vente de l'immobilier.

Les conditions de logement continuent de s'améliorer, presque tous les ménages disposant désormais du confort sanitaire de base, mais cette tendance est moins marquée pour les ménages modestes, indique l'Insee dans une autre étude consacrée à ce sujet.

En 2010, seulement 1,4% des logements ne disposait pas d'un des trois éléments suivants: eau chaude courante, baignoire ou douche, wc intérieur contre 2,1% en 2005 et 15,7% en 1984.

La quasi-totalité (95%) possédaient, en métropole, un système de chauffage central ou électrique. Les 5% de logements restants, dont la moitié sont antérieurs à 1949, avaient des appareils de chauffage indépendants (poêles de chauffage, cuisinière chauffante, cheminée) ou pas de chauffage du tout.

La surface moyenne par personne était de 41m² en 2010, celle-ci ayant peu progressé par rapport aux 20 années ayant précédé 2005. Mais les personnes seules ont en moyenne deux fois plus d'espace que celles qui cohabitent (73 m² contre 36m²). Le surpeuplement recule sauf pour les ménages modestes.

A Paris toutefois il concerne 16% des ménages et même 44% pour le plus faible quartile de niveau de vie.

Un article du point.fr du 15 mars

Les Italiens se serrent la ceinture. (16.03)

Les Italiens se serrent la ceinture. Sur les douze derniers mois, chacun d'entre eux a dépensé pour se nourrir 2 400 euros, soit une baisse de 1,5 % par rapport à l'année précédente et la même somme en valeur constante qu'en... 1981. Un saut en arrière de 30 ans qui les ramène à l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, à la guerre entre l'Iran et l'Irak, au mariage du prince Charles avec Diana et à la musique disco.

Au-delà de la nostalgie, de tels chiffres traduisent des évolutions diverses. Dans le panier de la ménagère, les statisticiens englobent en effet les achats de nourriture et de boissons, mais aussi ceux de tabac. Or, la diminution du tabagisme a positivement influencé à la baisse la dépense des familles. En outre, les habitudes alimentaires des Italiens ont changé. Ils sont désormais de plus en plus nombreux à déjeuner sur leur lieu de travail. Or, l'addition au comptoir des "tavola calda" n'est pas prise en compte dans les achats de nourriture. Enfin, comme en France, les priorités ne sont plus les mêmes qu'il y a trente ans : dans les années 80, les ménages transalpins ne consacraient que 0,7 % de leur budget aux télécommunications alors que, aujourd'hui, portable et Internet engloutissent 8 % de leurs dépenses.

Mais la crise économique influence également la table des Italiens. Le pays connaîtra en 2012 une récession de 2 % du PIB. L'inflation et le chômage (9 %) augmentent. Avec une imposition de 45 % du PIB, la pression fiscale est une des plus élevées au monde. En 1980, les dépenses "obligatoires" - factures de gaz et d'électricité, assurances, emprunt ou loyer, dépenses de santé - représentaient 25 % des feuilles de paie. Aujourd'hui, elles atteignent 40 %. Véritable pauvreté ou peur de l'avenir : le moral des familles est dans les chaussettes et six ménagères sur dix avouent désormais économiser sur le contenu de leur frigo. Ainsi, en 2011, la consommation de viande a chuté de 0,9 %, celle de fruits et légumes de 1 % et celle de lait frais de 2,2 %. Pourtant, deux secteurs alimentaires ne connaissent pas la crise : les produits bon marché vendus dans les hard discounts et les produits biologiques ou de luxe commercialisés dans les épiceries fines.

Un paradoxe qui reflète une autre réalité : si la crise a appauvri l'ensemble de la population, les catégories les plus aisées ont souvent vu leurs revenus croître. Davantage de pâtes bon marché pour les uns et plus de caviar pour les autres : c'est l'image de la fracture sociale qui s'installe dans la Péninsule.

Un article d'Atlantico.fr du 16 mars

La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)

Un rapport de Médecins sans Frontières indique que la Grèce se trouve dans une situation comparable à celle des pays du tiers-monde. Seuls les liens familiaux permettent aux habitants de survivre.

Le CAC 40 et les banques respirent, la Grèce est (provisoirement ?) « sauvée »... mais les Grecs ? On nous l'a assez dit, ils ont péché, il faut les punir. Trichant avec les impôts et la TVA, travaillant au noir, empruntant et sur-empruntant depuis quelques années en profitant de la hausse des revenus et des multiples cartes offertes par les banques, consommant, fumant en champions, partant en vacances, achetant des 4x4... ils ignoraient même l'impôt foncier et la CSG (Contribution Sociale Généralisée) !

Mais les plans de « sauvetage » sont passés par là : l'impôt foncier, ordinaire et extraordinaire, est arrivé, la CSG aussi, les taux de TVA ont fortement augmenté, comme les tarifs des services publics et de l'énergie (en février 2011 et février 2012, chiffres officiels, +25% sur le fuel, +23% sur le gaz naturel, 30% sur l'électricité), les taxes sur le carburant (l'essence dépense parfois les prix français), le tabac ou les alcools.

En même temps, on baisse les salaires jusqu'à parfois 40% pour arriver à un smic à 456 € nets pour les plus de 25 ans(1) (il était de 751 € avant mai 2010), on baisse les retraites, on réduit les effectifs du public (remplacement d'un départ à la retraite sur 10), les crédits de l'enseignement et des hôpitaux (- 40%), fermeture de classes et de 50 des 133 hôpitaux du pays... La récession -déjà entamée en 2008- s'emballe : on achète de moins en moins, on renégocie son loyer à la baisse avec un propriétaire résigné, on se déplace moins, les commerces ferment, les notaires et enseignants du privé ont de moins en moins de travail... Résultat : baisse du PIB de 7,5% au 3e trimestre 2011 (sur un an).

Quelques chiffres pour illustrer ces affirmations : en février 2012, 1 025 877 chômeurs pour moins de 11 millions d'habitants (20,7% des actifs, + 44% en un an), 40% de chômeurs chez les moins de 30 ans ; en 2011, la production industrielle a baissé de 5%, les ventes de voitures individuelles de 17%, l'activité du bâtiment de 26%, plus de 4 000 entreprises ont disparu... et, malgré une baisse sur certains postes, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,9% en 2011. Car le mythe d'une Grèce aux prix bas date des années 1960, le pays a changé et, en dehors des produits alimentaires locaux, les prix grecs étaient en 2010 tout à fait comparables aux prix « européens », nettement supérieurs sur les produits importés.

Bien sûr, il existe encore des Grecs que la crise ne touche guère, des riches aux solides réserves, des retraités ruraux qui vivent d'autoconsommation et ont conservé leurs habitudes de pauvreté d'il y a un demi-siècle. Ailleurs, au fur et à mesure que les économies s'épuisent[2], les signes de paupérisation se multiplient.

Dans un désordre à la Prévert : MSF, installé à Athènes en 1995 pour prendre soin des immigrés et Médecins du Monde qui le suivit, constatent qu'aujourd'hui les Grecs forment 40% de leurs malades, des retraités, chômeurs ou commerçants ruinés qui n'ont plus d'accès à l'IKA (la sécurité sociale grecque mais conditionnée à un minimum de cotisations annuelles) tandis que l'hôpital gratuit (consultation, soins et médicaments en 2010) exige aujourd'hui 5 euros/consultation et 20 à 25% du prix des médicaments, les loyers ont baissé de 20 à 30%, les logements à vendre restent invendus, les prêts immobiliers ne sont plus remboursés, les immeubles n'ont pas mis en route les chauffages collectifs (il fait froid en février, même à Athènes !), certains mettent leur voiture à la campagne et rendent leurs plaques d'immatriculation à la police pour ne plus payer la vignette, les manuels scolaires (jusque-là payés par l'État) ne sont pas encore parvenus dans toutes les écoles aujourd'hui faute d'argent, les transports scolaires que les communes ne payent plus, s'arrêtent, les soupes populaires (de l'église) se multiplient...

Finalement, c'est un retour à la Grèce des années 1950 avec, en plus, le désespoir, les suicides qui ont fortement augmenté (40% en un an), les demandes d'émigration (de diplômés) qui se multiplient, certains immigrés qui pensent à repartir, tandis que les jeunes lycéens renoncent aux diplômes universitaires qui ne « payent plus » et veulent effectuer leur service militaire dès l'obtention du bac.

Si la Grèce tient encore, c'est que la famille assume encore son rôle protecteur et que des solidarités nouvelles se mettent en place : des communes créent des distributions de repas gratuites ou à bas prix (2,5

euros), des ménagères cuisinent de grands plats et les distribuent devant leur immeuble, et surtout, un large mouvement visant à lier agriculteurs/consommateurs sans intermédiaire se développe. Une souscription internet et hop, Salonique, Katerini, Lamia, Pallini, et bien d'autres villes voient des camions apporter des tonnes de pommes de terre (0,28 € le kg), de riz, de haricots, de fèves, d'oranges à un prix qui avantage à la fois le cultivateur et le client, un mouvement analogue s'organise en vue de l'agneau pascal... Un peu d'humanité dans ce nouveau monde de brutes ?

- (1) Un professeur de collège de 40 ans, est passé ainsi de 1200 € mensuel à 880/900 euros selon les cas.
- (2) Les boutiques qui rachètent l'or ouvrent en nombre même dans les plus petites villes.

Un article du monde.fr du 18 mars

L'Arabie saoudite armerait les rebelles syriens. (19.03)

L'Arabie saoudite achemine, via la Jordanie, du matériel militaire pour équiper l'opposition. "*Dans une initiative de l'Arabie saoudite destinée à mettre fin aux massacres en Syrie, du matériel militaire saoudien est acheminé vers la Jordanie pour équiper l'ASL*", a déclaré un diplomate sous couvert d'anonymat. "*Les détails de cette opération seront annoncés ultérieurement*", a ajouté le diplomate qui s'est refusé à fournir la moindre précision sur la nature des cargaisons envoyées à la rébellion.

A Amman, le porte-parole du gouvernement et ministre de l'information, Rakan Majali, a "*catégoriquement démenti cette information*", qualifiée de "*complètement infondé*". "*La Jordanie n'a ni discuté ni évoqué la question avec une quelconque partie*", a-t-il insisté, sans plus de détails, ajoutant qu'une déclaration officielle serait publiée plus tard.

L'Arabie saoudite, poids lourd du monde arabe, est très critique du régime du président syrien Bachar Al-Assad pour sa répression de la révolte populaire. Mercredi, elle a annoncé la fermeture de son ambassade à Damas et le rapatriement de ses diplomates en poste en Syrie, après avoir rappelé son ambassadeur en août. Le roi Abdallah II de Jordanie a fait lundi une visite à Ryad, où il a discuté de la crise syrienne avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite, un proche allié régional.

Le 4 mars, le ministre saoudien des affaires étrangères, Saoud Al-Fayçal, avait estimé à Ryad que l'opposition syrienne avait le "*droit*" de s'armer "*pour se défendre*" face aux armes de guerre "*utilisées pour viser les maisons*". Plusieurs pays, en particulier le Qatar, ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts à fournir des armes aux rebelles syriens. L'ASL, formée au départ de milliers de militaires dissidents, comprend également des civils qui ont rejoint la lutte armée, mais ne dispose que d'armes légères face à l'artillerie lourde de l'armée régulière.

Lundi, le ministre syrien de l'information, Adnane Mahmoud, avait accusé l'Arabie saoudite et le Qatar d'être "*complices*" des "*gangs terroristes*" à l'origine selon Damas des troubles en Syrie, et estimé que les deux pays étaient ainsi responsables de l'effusion de sang dans le pays.

La vague de violences a fait selon des militants plus de 9 000 morts en un an. Elle s'est poursuivie samedi avec deux attaques, attribuées par les autorités à des "*terroristes*" et qui ont fait au moins 27 morts et 140 blessés samedi à Damas. "*L'Arabie saoudite nous envoie des terroristes!*", a commenté l'un des témoins interrogés par la télévision d'Etat syrienne.

Un article de l'AFP du 21 mars

Face aux déserts médicaux, Médecins du monde prêt à investir les campagnes. (22.03)

Médecins du Monde, dont des bénévoles ont interpellé mercredi les passants à Marseille sur le danger couru par le système de santé solidaire français, s'apprête à ouvrir des centres de soins en milieu rural pour pallier les déserts médicaux, a annoncé à l'AFP son président.

"Nous allons probablement ouvrir cette année nos programmes d'accès aux soins en zones rurales, en Auvergne et dans des zones reculées d'Alsace", pour faire face aux déserts médicaux, a expliqué à l'AFP le Dr Olivier Bernard, président de Médecins du Monde (MdM).

Le Dr Bernard, qui a précisé que cette démarche était "*nouvelle pour MdM*" et "*en cours de réflexion*", a ajouté qu'elle répondait à "*des besoins et des interrogations des médecins de terrain*" dans les campagnes françaises.

Début mars, l'association a commencé une campagne de sensibilisation en France, passant par plusieurs villes et qui se terminera en juin, afin d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle, puis aux législatives, sur la remise en cause d'un accès équitable aux soins.

Le 21 février, pour présenter cette campagne, MdM avait affirmé dans un communiqué que "*le système de santé français, longtemps présenté comme +le meilleur au monde+, (était) malade*" et que c'étaient "*les personnes précaires qui en (souffraient) le plus*".

Parmi les personnes reçues par MdM, "*un patient sur quatre vient se soigner trop tardivement, deux tiers des enfants de moins de 7 ans ne sont pas à jour dans leurs vaccinations, 68% des femmes enceintes n'ont pas accès aux soins prénataux et 85% des patients n'ont aucune couverture maladie*", avait déclaré le Dr Bernard.

Chaque année, quelque 40.000 consultations médicales et sociales, gratuites et sans rendez-vous, sont pratiquées dans les 22 centres d'accueil et de soins de MdM en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Avec 216.145 médecins actifs, la France est parmi les pays les mieux dotés: on recense en moyenne 306,7 praticiens pour 100.000 habitants, selon le Conseil national de l'Ordre des médecins.

Mais cette densité cache de fortes disparités, par exemple entre la Picardie (239 médecins pour 100.000 habitants) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (370), et plus encore entre les départements ou les bassins de vie.

Un article de l'AFP du 20 mars

Environ 2 millions de bénéficiaires du RSA fin 2011. (22.03)

Environ 2 millions de foyers étaient allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) en France fin 2011, selon les données publiées mardi par la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), qui fait état d'une certaine stabilité par rapport à 2010.

Fin décembre 2011, le RSA était versé par les caisses d'Allocations familiales (Caf) à environ 2,03 millions de foyers, dont environ 1,84 million en France métropolitaine (+3%), poursuivant ainsi *"son ralentissement au cours de l'année 2011"*, lié *"notamment à l'amélioration relative du marché de l'emploi observée depuis 2010"*, ajoute la Cnaf dans sa lettre d'information.

Dans le détail, en France métropolitaine, 445.000 foyers touchaient uniquement le RSA *"activité"*, versé en complément d'un petit salaire (contre 446.000 fin 2010) et 1,39 million (contre 1,35 fin 2010) percevait le RSA *"socle"*, qui a remplacé le RMI.

La Cnaf ne donne pas les comparaisons avec 2010 pour la France entière.

Enfin, 209.000 personnes (contre 198.000) touchaient à la fois du RSA *"socle"* et du RSA *"activité"* en raison d'un très petit nombre d'heures travaillées.

En raison d'un turn-over important (beaucoup d'allocataires entrent et sortent du dispositif chaque mois), le nombre de foyers ayant touché au moins une fois le RSA en 2011 est plus élevé (3,01 millions).

Au total, *"plus d'un tiers"* (36%) des personnes couvertes par le RSA (allocataire et conjoint vivant dans le même foyer) exercent une activité professionnelle, note encore la Cnaf.

Un article de l'expansion.com du 21 mars

La flambée des salaires en Asie change-t-elle la donne?. (22.03)

Les salaires s'emballent sur le continent asiatique. Dans certaines provinces chinoises, le SMIC est au même niveau qu'en Roumanie. Mais la Chine devient-elle vraiment moins compétitive?

La compétitivité de l'Asie est-elle en chute libre? Les journaux anglo-saxons et français lancent le débat, chiffres étonnants à l'appui. Selon le Wall Street Journal, les rémunérations s'enflamment sur tout le Continent asiatique. En Thaïlande, le salaire minimum devrait faire un bond de 40% début avril. En Indonésie, il a déjà augmenté de 20% dans plusieurs secteurs ces derniers mois. En Chine, les salaires ont fait un bond de 181% depuis 2004. Dans plusieurs régions chinoises, le salaire minimum est désormais au même niveau qu'en Bulgarie et en Roumanie, précise le journal Les Echos.

Cette flambée des rémunérations, à peine ralenti par la crise, signe-t-il la fin du "low cost" en Asie? C'est encore trop tôt pour l'affirmer. Certes, si on en croit les manuels d'économie, la Chine et ses voisins vont perdre, avec la hausse des salaires, leur avantage concurrentiel dans les secteurs intensifs en main d'oeuvre, comme le textile ou l'électronique. Un phénomène qui devrait conduire dans un second temps, à une montée en gamme des pays asiatiques.

Sauf que, sur le terrain, ce n'est pas vraiment ce qu'on observe, note Françoise Lemoine, économiste spécialiste de la Chine au Cepii. Ces derniers mois, les exportations chinoises, par exemple, ont ralenti moins vite que le commerce international. En d'autres termes, le poids de l'Empire du milieu dans les échanges s'est plutôt renforcé sur la période récente, même si l'annonce d'un déficit commercial record a refroidi les marchés !

Par ailleurs, la Chine dispose toujours d'un avantage structurel en matière de compétitivité. Les salaires ne constituent qu'une partie de l'histoire. Il faut aussi regarder la productivité, explique Françoise Lemoine. Celle-ci augmente de 10% par an. Et les entreprises étrangères implantées en Chine veillent à ne pas laisser ce chiffre diminuer grâce à des investissements. De fait, même si les salaires progressent vite, notamment dans les régions de l'Est qui assuraient encore en 2009 près de 90% des exportations, leur croissance ne dépasse pas franchement celle de la productivité. Au final, la compétitivité de la Chine est encore largement préservée.

D'autant que l'Empire du milieu a un autre atout : son réservoir de main d'oeuvre. La Chine continue de délocaliser une partie de sa production dans les provinces intérieures, où les salaires sont plus faibles. Bien sûr, Pékin a amorcé il y a dix ans une politique de rééquilibrage, qui doit se traduire à terme par un poids renforcé de la consommation au détriment des exportations. Mais il ne faut pas mal interpréter cette politique : la Chine n'a pas renoncé à être une nation exportatrice, commente Françoise Lemoine.

En fait, compte tenu de ses atouts, la Chine peut très bien rester très compétitive pendant une dizaine d'année. Cependant, sa marge de progression sur les marchés est aujourd'hui largement inférieure à celle d'il y a dix ans, en raison des hausses de salaires bien sûr, mais aussi en raison de la multiplication des mesures protectionnistes, comme par exemple sur le segment des panneaux solaires. Une statistique résume bien la situation chinoise. Sa part dans les exportations mondiales de produits manufacturés atteint 16%. Or dans le passé, ce niveau a toujours constitué un pic pour les grands pays exportateurs, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'Allemagne ou du Japon.

Un rattrapage ultra rapide

Cette année, le salaire mensuel en Chine pourrait atteindre 4268 yuans, soit environ 513 euros, selon les données recueillies par FERL. Depuis 2004, les rémunérations ont fait un bond de 181%. Bien sûr, de fortes divergences persistent entre les régions de l'Est de la Chine, où les rémunérations sont les plus élevées, et les régions intérieures, plus éloignées du poumon économique du pays.

Commentaire.

Si je fais un parallèle avec ce que je constate en Inde et les articles que j'ai pu lire sur le même sujet, j'en déduis que les journalistes tendent à généraliser une situation qui ne concerne qu'un nombre très limité de travailleurs dans certains secteurs déterminés. Certes les salaires ont augmenté dans tous les secteurs d'activité mais pas dans les mêmes proportions.

Dans mon entourage et ceux de ma famille, on n'a jamais rencontré un salarié qui percevait un salaire équivalent à celui pratiqué par Mahindra Motor à Mumbai (ex-Bombay) ou chez Ford proche de Chennai (ex-Madras).

Cet article aborde un facteur clé de la production, la compétitivité, il en oublie un autre tout aussi déterminant la productivité. Si les Coréens du Sud sont parmi ceux qui travaillent le plus dans le monde, en revanche leur taux de productivité est parmi l'un des plus bas.

Les salaires peuvent être très bas, mais les conditions de travail, la formation du personnel et leur niveau de culture, de connaissances générales ou de conscience en général peuvent être si médiocres qu'elles renchérissent le coup du travail.

C'est une chose de faire trimer un ouvrier entre 48 et 60 heures par semaine comme un robot, c'en est une autre de lui inculquer la faculté d'exécuter une tâche en prenant soin qu'elle soit exécutée correctement ou que son exécution ne fasse pas l'objet de problèmes collatéraux et donc ne nécessite pas en permanence de multiplier les contrôles qui mobilisent d'autres salariés, donc à l'arrivée renchérit le coût de notre ouvrier.

J'ai fait réviser ma moto, la première fois en cinq ans, le reste du temps c'est moi qui m'en suis chargé et pour cause, quand j'ai récupéré ma moto, elle avait été entièrement nettoyée et paraissait presque comme neuve, par contre j'ai rencontré immédiatement quatre problèmes dont la vis de vidange du moteur qui était desserrée au point de me retrouver avec une flaque d'huile sous la moto le lendemain matin.

J'ai payé 2 700 roupies, un peu plus de l'équivalent de la moitié du salaire minimum, mieux j'ai payé de ma poche un litre d'huile supplémentaire (200 roupies). Comme je ne disposais pas de la clé indispensable pour resserrer cette vis, le mécanicien est venu chez moi avec une clé à pipe de 17", elle n'était pas accessible avec une clé plate. Son patron a perdu plus d'heure de travail sur cet employé. Je n'ai pas été chiant, je lui ai dit que je réglerai moi-même les autres petits problèmes que j'avais constatés et qui au total nécessitaient environ une heure de travail. Ce cas n'a rien d'exceptionnel, c'est la règle ici, dans tous les domaines.

Quand un informaticien venait chez moi pour régler un problème, à tous les coups quand il était parti je m'apercevais que j'avais un ou plusieurs nouveaux problèmes. Pratiquement systématiquement quand je faisais faire des travaux dans la maison où j'habitais précédemment, soit le travail avait été mal fait soit ils avaient cassé quelque chose. 19 jours après le cyclone, un employé de l'électricité est venu reconnecter les quatre fils qui relient le poteau électrique au compteur, quand ils ont remis le courant, il n'y avait que deux des trois phases qui fonctionnaient, il avait tout simplement oublié de reconnecter un des quatre fils.

Vous achetez des vêtements, soit il faut les faire recoudre après un ou deux usages, soit peu de temps plus tard ils s'avèrent défectueux (trou, démaillage) parce que lors de la fabrication une erreur avait été commise, et si vous ne prenez pas garde à les osculter minutieusement au moment de l'achat ou à les essayer, vous vous retrouvez avec des vêtements immettables ou qui présentent de gros défauts qu'il faut faire réparer. Disons entre 5 ou 7 fois sur 10, les vêtements qui sont proposés à la vente présentent des défauts de conception qu'il est impossible de corriger par la suite, soit vous les portez tels quels et tant pis pour le désagrément que cela procure, soit vous vous en débarrassez. Sur 10 shorts achetés, et non parmi les moins chers, j'ai dû en faire recoudre... 10, cela ne s'invente pas !

Le principe est à peu près celui-là : en principe un couteau sert à couper des aliments, vous voulez acheter un couteau, on vous vend un couteau, il ne coupe pas, le vendeur n'y peut rien, ce n'était pas marqué dessus qu'il ne coupait pas, portez-le à aiguiser et votre problème sera résolu, c'est vous qui paierez évidemment, et s'il s'avère qu'il ne coupe plus après un bref usage, c'est qu'il était franchement de mauvaise qualité, là non plus ce n'était pas écrit dessus, le vendeur ne pouvait pas le soupçonner et il n'y est pour rien.

Vous pourriez penser que je me suis écarté de notre sujet, pas vraiment car la productivité et la compétitivité d'une entreprise à un rapport avec la qualité du produit qu'elle commercialise ou du service qu'elle propose à

la clientèle, de ce dernier critère dépendra en grande partie son image de marque ou sa réputation sur le marché, donc avec ses résultats à long terme.

Pour revenir à cet article.

Il n'y a pas que le coût de la main d'oeuvre à prendre en considération dans la compétitivité des entreprises, mais aussi leurs charges fixes, la fiscalité, le taux d'imposition des bénéficiaires, les exonérations dont elles profitent, les aides ou les facilités que l'Etat peut leur accorder gracieusement en échange de la création d'emplois, le coût des matières premières et d'installation d'une usine, les taux de change entre les monnaies, etc.

Au final, on ne peut pas comparer les salaires d'un ouvrier chinois et français sans comparer leur niveau de vie qui fournit une indication précieuse ou plus précise sur le niveau de développement économique de chaque pays et leur évolution.

Un article de Résistance71 publié par mondialisation.ca du 22 mars

Affaire Merah: réflexions et questions... (23.03)

Récapitulons ce que nous savons:

Dans un premier temps, un jeune homme de 23 ans (Mohamed Merah), se réclamant d'Al Qaïda, ayant séjourné à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan, fiché, connu et suivi par la DCRI depuis lors, vole un scooter, abat à l'arme de guerre 3 militaires français et en blesse grièvement un autre à quatre jours d'intervalle (à Montauban et Toulouse); puis attaque une école juive de Toulouse où il abat un rabbin professeur et trois enfants. Traqué, il se retranche dans un appartement où il est assiégé par la police.

Dans un second temps, à Paris, une bombe artisanale explose devant l'ambassade d'Indonésie (pays musulman) suffisamment tôt le matin pour ne causer (fort heureusement) que des dégâts matériels. Cet attentat, bien que mentionné dans les médias, est complètement sorti du radar médiatique dû à l'importance du siège de l'appartement du suspect des fusillades de Montauban et de Toulouse. Il a pourtant bel et bien eu lieu.

La France n'a pas connu d'attentats à grande échelle depuis la vague d'attentats de 1995 (entre Juillet et Octobre), revendiqués par le Groupe Islamiste Armé (GIA) algérien. Près de 17 ans sans attentats majeurs et tout d'un coup, à moins d'un mois du premier tour d'une élection présidentielle très délicate, la France est victime de quatre attentats en l'espace de 10 jours.

Il y a là de quoi se poser certaines questions sur le timing, l'opportunisme sécuritaire que de tels évènements pourraient avoir sur l'issue d'une campagne électorale plus grand cirque barnum que jamais.

Le terroriste de Toulouse se revendique d'Al Qaïda à la police qui l'assiège. Effet bœuf garanti. Mais qu'en penser lorsque l'on sait qu'Al Qaïda a été créé en Afghanistan à la fin des années 1970 par Zbigniew Brzezinski (alors conseiller à la sécurité, NSA ou National Security Advisor, du président américain Jimmy Carter et qui fut conseiller en politique étrangère du futur président Obama) et par Robert Gates, alors exécutif de la CIA, qui fut ministre de la défense du second gouvernement Bush en remplacement du sulfureux Donald Rumsfeld, démissionnaire, le même Robert Gates qui fut reconduit dans ses fonctions après l'investiture d'Obama et ce pour plusieurs années.

Le recrutement des moudjahidines islamistes luttant contre les soviétiques, contrôlés par la CIA et le MI6 britannique au départ qui avait plus de connexions dans ces contrées ayant appartenu à l'empire britannique et financés par des fonds saoudiens (comme aujourd'hui les oppositions armées en Libye et en Syrie le sont par l'Arabie Saoudite et le Qatar) dont un certain Ossama Bin Laden était le contrôleur financier d'origine.

Les soviétiques battus, les islamistes d'Al Qaïda toujours contrôlés (pas la bases, mais les hautes instances de la nébuleuse) par les services de renseignement occidentaux, CIA en tête (il est prouvé et documenté que Bin Laden hospitalisé pour problème rénaux à l'hôpital américain de Dubaï en Juillet 2001, a été alors visité par le chef d'antenne de la CIA pour la région, alors qu'il était déjà sur la liste des terroristes les plus recherchés au monde. La CIA a toujours su où il était même après le 11 Septembre...), ont été recyclés en Tchétchénie, puis à la fin des années 90 dans les Balkans, notamment au Kosovo.

Al Qaïda est connue pour être la "*légion arabe*" de la CIA dont les membres sont employés (à leur insu en ce qui concerne les opérateurs de terrain, comme peut-être l'est Mohammed Merah) pour plusieurs missions, l'essentielle étant d'entretenir la peur afin de continuer la "*guerre contre le terrorisme*", création des services occidentaux afin de justifier des mesures liberticides prises dans les états occidentaux pour museler les citoyens et la dissidence aux dogmes et bien sûr de justifier des guerres impérialistes d'ingérence au quatre coins de la planète ainsi qu'imposer la doctrine des "*guerres humanitaires*", qui ne sont que des écrans de fumée pour masquer le néo-colonialisme impérialiste d'un occident décadent et condamner à la guerre perpétuelle pour survivre.

Des groupes islamistes "*membres*" d'Al Qaïda ont combattu contre Kadhafi et aidé à détruire la Libye au profit des multinationales occidentales. Il a été documenté que certains de ces individus ont combattu en Irak et ont tué des soldats américains et de la coalition "*des volontaires*". Que certains, comme le sinistre Belhaj

du groupe islamiste armé libyen, ont été depuis envoyé par l'OTAN en Syrie pour organiser la lutte armée contre le régime syrien et créer peur, terreur et chaos dans le pays afin de tenter de diviser la population selon les lignes de partage confessionnelles et fomenter une guerre civile justifiant d'une intervention "humanitaire" des missiles de l'OTAN; ce qui pour l'heure échoue en Syrie et avait réussi en Libye où la société est plus clanique que la société syrienne.

Nous atteignons ici le paradoxe ultime d'un occident en guerre perpétuelle contre le terrorisme et qui emploie ces mêmes terroristes qu'il est censé combattre, pour réaliser ses basses besognes de déstabilisation de nations souveraines (quoi qu'on puisse penser des régimes en place...) et de terroriser les populations locales afin de les faire basculer dans une violence confessionnelle induite.

Des cadres des armées française, britannique et américaine ont encadré ces terroristes en Libye et le font en Syrie (surtout depuis les pays limitrophes de la Turquie, du Liban et de la Jordanie); certains sont toujours détenus en Syrie d'après certaines sources. L'occident par le truchement de ses services de renseignement est impliqué jusqu'au cou dans le financement, l'encadrement et l'utilisation des groupes terroristes divers et islamistes en particulier (ceux-ci répondant parfaitement au critère de justification d'une des théories néo-conservatrices du "*choc des civilisations*" mise en scène par Samuel Huntington), soit qu'ils utilisent pour les basses besognes, soit auxquels ils font porter le chapeau dans le cadre d'opérations bien spécifiques comme les attentats des années 1980 en Europe (attentat de la gare de Bologne, enlèvement et assassinat d'Aldo Moro, etc...) perpétrés ou commandités par le réseau de l'armée secrète de l'OTAN, connu sous le nom "*d'opération Gladio*" et qui couvrait toute l'Europe à partir de la création de l'OTAN en 1949. Ces opérations avaient pour but de discréditer les partis communistes européens jugés trop politiquement puissants, notamment le PCI, par une stratégie dite de la tension.

A ce sujet nous référons nos lecteurs à l'excellent livre enquête de l'historien suisse, professeur à l'université de Bâle, Daniele Ganser, qui publia en 2007: "*Les armées secrètes de l'OTAN*" aux éditions Demi-Lune et dont nous mettons ici le lien concernant le chapitre 7 consacré à "*La guerre secrète en France*".

Dans le même registre revenons le plus brièvement possible sur les attentats de 1995 en France, revendiqués par le GIA afin de voir à quel point la manipulation est à l'œuvre et qu'on ne peut jamais juger une affaire sur ses apparences et encore moins sur la "*version officielle*" qui est donnée et jetée en pâture aux médias et au public.

Tout est dit (ou presque, nous y reviendrons...) dans cet excellent documentaire enquête de Jean Baptiste Rivoire effectué en 2003 pour l'émission "*90 minutes*" de Canal +: "*Les Attentats de Paris, enquête sur les commanditaires*" que nous encourageons nos lecteurs à visionner, c'est passionnant et montre comment les services de renseignement contrôlent et développent les réseaux terroristes à des fins politiques spécifiques.

Pour résumer, les attentats de Paris entre Juillet et Octobre 1995, revendiqués par le GIA ont commencé le 11 Juillet avec l'assassinat de l'imam Sahraoui par des hommes armés qui n'ont jamais été retrouvés. On apprend dans le reportage que cet imam est sur la liste des gens à exécuter des généraux de l'armée algérienne alors au pouvoir en Algérie alors que le vote populaire avait massivement élu les candidats du FIS ou Front Islamique du Salut en 1992. Des troubles sociaux s'en étaient suivis, l'armée ne voulant pas céder le pouvoir et réprimant les manifestations dans le sang. Afin de discréditer les islamistes (ce qui arrangeait pas mal de monde du reste, y compris en France), les généraux au pouvoir utilisèrent les services de renseignement militaire algérien, la DRS, qui créa le GIA pour semer la terreur, discréditer les islamistes et éliminer physiquement leur opposition. Le GIA a été un cas classique d'opération fausse bannière, organisée de A à Z par les services de la DRS (avec le soutien et l'approbation de qui ?), qui ont même recruté (c'est expliqué dans le documentaire) le futur chef du GIA: Zitouni, qui fut recruté par chantage et encadré par les agents de la DRS jusqu'à en faire un cadre puis le chef du GIA.

Ce que le reportage ne dit pas, la question qu'il ne pose pas est: qui a mis l'armée algérienne au pouvoir?... Quels étaient les intérêts ?. Il y est fait mention de "*certaines factions*" en France dont l'intérêt pour les ventes d'armes et autres affaires était évident pour qu'elles soutiennent les généraux. Il semble évident également que les Américains alors sous l'administration Clinton, étaient déjà dans la logique de la théorie néo-conservatrice du "*choc des civilisations*" de Samuel Huntington, dont Clinton fut un ardent promoteur. A ce titre, comme tout régime dictatorial militaire ultra-conservateur soutenu par les Etats-Unis, le maintien des

généraux au pouvoir en Algérie faisait partie d'une vision géopolitique globale et régionale. Les Etats-Unis soutenaient les généraux algériens.

Tout cela pour dire qu'il y a de nombreux précédents quant à la manipulation voire même la création pure et simple de réseaux terroristes ou radicaux par les services de renseignement de tout poil. A ce titre certaines questions dans l'affaire courante valent la peine d'être posées:

- Mohamed Merah est-il manipulé à son insu ?
- Quid de l'attentat à la bombe artisanale contre l'ambassade d'Indonésie à Paris dans le même temps du dénouement de l'affaire des tueries de Montauban et de Toulouse ?
- A qui tout cela profite t'il ou profitera t'il ? Qui a intérêt à faire monter de plusieurs crans la perception d'insécurité en France à ce moment très précis ?
- Sommes-nous en présence des résultats d'une stratégie de la tension si chère au Gladio et au GIA manipulé du milieu des années 1990 ?
- Comme pour les attentats de 1995, qui sont les commanditaires ?
- Doit-on rappeler qui est Nicolas Sarkozy ?
- Doit-on, peut-on ignorer qu'il est par alliance de côté de sa mère, le beau-petit-fils de Franck Wisner Sr, grand ponte de la CIA et fondateur du Gladio mentionné plus haut ? (légende dernière photo en bas de l'article, filiation expliqué ici)

Autant de questions qui se doivent d'être posées avec la volonté d'y trouver de véritables réponses.

Dans le monde propagandiste dans lequel nous vivons et plus tristement dans lequel nous sommes habitués à vivre sans nous poser les questions qui se doivent de l'être, il est de notre devoir de douter de tout. De poser sans cesse les questions du pourquoi ? et d'à qui le crime profite t'il ? Pourquoi la société fabrique t'elle des Merah, des Breivik (le tueur d'Oslo) ? Ils ne sont que des créations monstrueuses, conscientes ou non, de l'ingénierie sociale contre-nature.

L'histoire récente et moins récente nous montrent qu'il n'y a aucun hasard dans le cheminement des événements et que ce qui paraît parfois simple à analyser est en fait bien plus complexe dès qu'on y regarde de plus près.

Ces événements sont-ils des événements inopinés de l'histoire, des événements à ranger au rayon des faits divers ? Nous ne le pensons pas. Nous pensons qu'il y a des intérêts sous-jacents à ces événements et que l'oligarchie et ses chiens de garde sont prêts à bien des choses pour conserver la main, comme cela s'est vu à maintes reprises dans le passé.

Bien sûr nous ne pouvons pas terminer sans une pensée émue et sincère pour les familles des victimes de ces tueries insensées. Rien ne vaut une vie humaine et il est déplorable que tant de vies soient gâchées à Montauban, Toulouse et ailleurs au nom d'idéologies politiques et religieuses aussi futiles qu'obsolètes.

Puisse la vérité, toute la vérité, être établie, la société le doit aux victimes et à leurs familles.

Un article de l'AFP du 25 mars

L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)

Investissement rémunérateur ou retour au colonialisme? L'achat de terres agricoles à l'étranger est un marché en pleine expansion depuis quelques années, qui comporte des risques pour l'environnement et génère des tensions géopolitiques, selon des experts.

Premiers intéressés, les Chinois, Indiens, Coréens du Sud et les économies pétrolières du Golfe sont à la recherche de terres étrangères pour répondre à leurs besoins alimentaires croissants. Les pays occidentaux, quant à eux, se sont mis en quête de trouver des surfaces agricoles pour leurs biocarburants.

Selon le Land Matrix Project, une initiative internationale de surveillance des acquisitions importantes de terres étrangères, un total de 203 millions d'hectares (huit fois la taille de la Grande-Bretagne) sont passés sous contrôle d'étrangers entre 2000 et 2010, par des ventes ou locations de longue durée.

Plus de la moitié (66%) des transferts concernaient l'Afrique, en particulier l'Éthiopie, le Libéria, le Mozambique et le Soudan. L'Asie comptait pour 14%, mais les experts ont souligné l'opacité de ce marché.

Paul Mathieu, expert auprès de la FAO (Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation) a observé une envolée des transactions en 2008-2009, à la suite de la crise alimentaire mondiale. Depuis, les ventes ont un peu reculé, selon lui.

Cependant, à long terme, la hausse attendue de la population (9,1 milliards d'humains prévus en 2050) et les besoins accrus en nourriture, ajoutés à la flambée des prix des carburants fossiles, contribueront à maintenir la demande de terres agricoles à un niveau élevé.

"C'est une bombe qui peut exploser si on ne s'en occupe pas", prévient M. Mathieu.

En théorie, les transactions de terres agricoles peuvent constituer une chance pour un pays pauvre avec une faible densité de population d'acquérir des nouvelles technologies, des formations et des capitaux.

Toutefois, de nombreuses enquêtes, quoique incomplètes, indiquent que ces investissements n'arrivent que très rarement. En revanche le marché des terres est souvent entaché de corruption et entraîne des dégâts environnementaux.

La Banque mondiale a ainsi révélé en 2010 que sur 14 pays ayant vendu des terres à des étrangers, l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux.

Le 4e rapport mondial de l'Onu sur l'eau, publié mi-mars, a averti que les régions en proie à la sécheresse en Afrique occidentale risquaient d'être victimes de l'engouement des pays industrialisés pour les agro-carburants avec *"des conséquences particulièrement dévastatrices"*. Pour produire un litre d'éthanol à partir de canne à sucre il faut 18,4 l d'eau.

A ce rythme, les acquisitions de terres agricoles non surveillées conduiront les pays développés à tout simplement exporter *"leur empreinte eau"* pour produire des céréales et aliments à bas prix, avec des conséquences désastreuses pour les pays pauvres, a souligné l'expert suédois Anders Jaegerskog du Stockholm International Water Institute.

Et pour la ministre sud-africaine de l'Agriculture, Tina Joemat-Pettersson, ce nouveau marché "n'est qu'une nouvelle forme de colonisation", citant le Sud-Soudan dont 40% des terres ont été vendues à des investisseurs étrangers.

"Les acquisitions controversées de terres ont largement contribué à l'éclatement des guerres civiles au Soudan, Libéria et Sierra Leone et il y a toutes les raisons de s'inquiéter parce que les conditions sont mûres pour de nouveaux conflits dans de nombreuses autres régions", selon Jeffrey Hatcher de la coalition d'ONG américaines Rights and Resources Initiative.

Commentaire.

On nous dit que "*l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux*", il y a là au moins deux raisons possibles pour l'expliquer qui ne figurent pas dans cet article.

La première est que ces pays ou ces multinationales acquièrent des terres que leurs concurrents ne pourront pas se saisir, il s'agit d'être les premiers ou les meilleurs sur ce marché.

La seconde, c'est qu'ils pourront éventuellement les revendre à des acheteurs potentiels en réalisant une énorme plus-value, à moins que les Etats ne les rachètent plus tard dans les mêmes conditions que pour un acquéreur privé, dans les deux cas l'affaire sera juteuse.

Un article de liberation.fr et l'AFP du 27 mars

Drame de Clichy-sous-Bois : un super flic rapporte des pressions. (28.03)

Dans un livre à paraître ces jours-ci, l'ex patron de la police des police raconte des relations tendues avec Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, aux prémices des émeutes de 2005.

L'ex-patron de l'Inspection générale des services (IGS, «police des polices») expose, dans un livre à paraître ces jours-ci, sa vision de l'enquête sur la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, à l'origine des émeutes de 2005, évoquant des pressions de sa hiérarchie.

Eric Meillan, dans *«Confessions d'un sale flic»* (Editions La boîte à pandore), présenté à la presse ce mardi, consacre tout un chapitre sur cette enquête dans laquelle les policiers impliqués ont été poursuivis.

Eric Meillan rappelle la version des avocats des deux jeunes, électrocutés dans un transformateur, qui avaient accusé la police d'avoir menti sur ces faits où il y avait eu une poursuite.

Il affirme avoir été convoqué par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui lui a demandé de lui *«transmettre la procédure judiciaire»*, ce qu'il a refusé, selon lui, au nom du *«respect du code de procédure pénale»*.

Il fait part d'une *«fureur»* de Nicolas Sarkozy à cet instant qui, d'autre part, lui a *«donné ordre»* d'organiser une conférence de presse sur les faits, auquel il a obtempéré avec sa hiérarchie.

Devant la presse - prévenue au dernier moment de l'endroit de la rencontre par *«peur des fuites»* - l'ex-patron a détaillé ce qu'il écrit.

Selon lui, l'affaire de Clichy *«révèle deux fractures»*. *«La première, dont je suis victime, se situe entre la haute administration et les policiers de terrain (...) la seconde sépare la population et les représentants de l'Etat»* et est *«le ferment d'explosions sociales»*.

L'ancien et controversé directeur de l'IGS a affirmé par ailleurs avoir été l'objet de *«fadettes»*, ces factures détaillées de téléphones, pour lesquelles son ancien service a été récemment mis en cause dans l'affaire de la recherche des sources de journalistes travaillant sur l'affaire Bettencourt.

Cela sur ordre d'un *«haut responsable»*, a dit Eric Meillan, qu'il n'a pas cité.

Le 27 avril 2011, la cour d'appel de Paris a prononcé un non-lieu en faveur des deux policiers initialement renvoyés devant un tribunal dans l'enquête sur la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois.

On oublie parfois que le Bonaparte de service et chef des armées est aussi le chef des barbouzes !

Un article de Slate.fr du 28 mars

Affaire Merah, enquêtes illégales, opacité... l'étrange bilan de la DCRI (29.03)

Quels liens exacts entretenait Mohamed Merah avec la DCRI? Comment ce service, dirigé d'une main de fer par Bernard Squarcini, a-t-il «traité» le tueur présumé? Pouvait-il être un de ses informateurs, comme l'a sous-entendu un ancien ponte du renseignement français?

L'enquête en est encore à ses prémices, mais pas une journée ne passe sans qu'un responsable politique ne s'interroge sur les «failles» de la DCRI. «*Dans n'importe quel autre pays démocratique, M. Squarcini et M. Péchenard n'oseraient plus se montrer*», a même lancé Eva Joly, exhortant les deux policiers à démissionner.

Le même Squarcini qui claironnait depuis des mois avoir réussi à déjouer tous les attentats sur le territoire depuis la création de la DCRI. «*Si nous intervenons après le drame, cela veut dire que nous avons échoué dans la détection de la menace*», déclarait-il à au Figaro à l'été 2010. Dont acte.

Evidemment, le débat soulevé par l'affaire Merah revêt un caractère d'autant plus sensible qu'il intervient en pleine campagne électorale. «Je crois que la DCRI doit répondre de ce qui apparaît comme une défaillance», a ainsi déploré le sénateur socialiste François Rebsamen, un des successeurs potentiels de Claude Guéant à l'Intérieur en cas de victoire de la gauche. Une déclaration éminemment politique, à remettre dans un contexte de défiance beaucoup plus large. Manifestation inédite

Hasard troublant du calendrier: vendredi 16 mars, alors que Mohamed Merah s'apprête à commettre d'autres meurtres, une manifestation inédite se tient au siège de la DCRI. Ce matin-là, plusieurs dizaines de policiers expriment leur «*ras-le-bol*» dans le hall du bâtiment, à Levallois-Perret. Une mini-révolution tant les contre-espions, soumis au secret défense, sont théoriquement tenus à une discrétion absolue.

Officiellement, il s'agit simplement de protester contre une nomination controversée, qui a ravivé de vieilles querelles maison entre officiers et commissaires. «*Simple conflit interne*», relativiseront les syndicats. Le rassemblement n'avait d'ailleurs pas vocation à être ébruité.

C'est le député socialiste du Finistère, Jean-Jacques Urvoas, qui s'en est le premier fait l'écho sur son compte Twitter, deux jours plus tôt. «*Il ne faut pas s'étonner qu'en pleine campagne électorale ce type de manifestations donnent lieu à des interprétations politiques*», nous expliquait alors Urvoas, qui milite depuis longtemps pour une réforme des services de renseignement. C'était quelques jours seulement avant le drame de Toulouse.

Pour comprendre les tensions autour de la DCRI, il faut remonter à sa création en 2008. A l'époque, le principe d'une fusion des Renseignements généraux (RG) et de la Direction de surveillance du territoire (DST) ne soulève pas d'objection majeure.

En rassemblant tous les agents dédiés à la surveillance du territoire dans une même maison, il s'agit d'en finir avec les doublons et de s'adapter aux nouvelles menaces, comme l'espionnage économique ou la cybercriminalité.

Un FBI à la française pour une République irréprochable

Pour Nicolas Sarkozy, l'objectif est aussi de tirer un trait sur la réputation barbouzarde des RG et les manœuvres supposées de la DST, soupçonnée d'avoir trempé dans l'affaire Clearstream. Doté d'un budget colossal et protégée par le secret défense, ce «FBI à la française» est alors censé incarner la République irréprochable chère au nouveau Président.

Quatre ans plus tard, le bilan est plus que mitigé. Outre des dysfonctionnements éventuels dans l'affaire Merah, les critiques reprochent d'abord à la DCRI l'opacité qui a présidé à sa mise en œuvre. «*On a créé le service de renseignement le plus puissant sans qu'à aucun moment l'Assemblée nationale n'ait été consultée*», déplore Jean-Jacques Urvoas. Paradoxalement, le secret absolu qui entoure les activités de la DCRI pèse désormais comme une chape de plomb sur le service.

Une enquête publiée en janvier dernier, L'Espion du Président (Robert Laffont), a cependant levé un bout de voile sur le fonctionnement du contre-espionnage et le rôle trouble joué par son patron, Bernard Squarcini:

«J'ai réussi à mettre en commun la rigueur des ST et le bordel des RG, y confesse le "Squale". J'ai récupéré deux mémères, j'en ai fait une belle blonde. Que beaucoup, dans le monde, voudraient avoir dans leur plumard.»

La métaphore pourrait prêter à sourire si elle ne concernait pas un service de plus en plus controversé. Dans leur ouvrage, les journalistes Olivia Recasens, Christophe Labbé et Didier Hassoux évoquent les moyens démesurés et souvent illégaux dont dispose aujourd'hui le contre-espionnage. Pour mener ses investigations, la DCRI peut notamment s'appuyer sur un «*groupe des opérations spéciales*».

Au sein de cette équipe, certains techniciens sont spécifiquement chargés des «*sonorisations*». D'autres ont pour mission de «*casser*» des ordinateurs et de siphonner des disques durs. On découvre également l'existence d'une plateforme d'écoutes secrètes, basée dans l'Essonne, où des particuliers sont branchés en toute illégalité.

Si le recours à ce type de méthodes semble indispensable au travail d'un service secret, l'absence totale de contrôle suscite un certain malaise. Notamment lorsque les moyens de l'antiterrorisme sont utilisés dans des dossiers à coloration politique, comme l'affaire de Tarnac.

La crédibilité de Squarcini en cause

Désormais montré du doigt dans l'affaire Merah, Bernard Squarcini défend haut et fort le travail de ses services. Mais après quatre ans de coups plus ou moins tordus, le patron de la DCRI est-il encore crédible? Rien n'est moins sûr.

«A partir du moment où Bernard Squarcini a mis en avant sa proximité et son lien quasi-familial avec Sarkozy, il ne faut pas s'étonner de recevoir aujourd'hui des bourrasques», analyse Urvoas. Ancien numéro 2 des RG, fin connaisseur de la Corse, Squarcini est notamment à l'origine de l'arrestation d'Yvan Colonna, en 2003. Depuis, Nicolas Sarkozy lui accorde une confiance sans faille.

Le «Squale» a d'ailleurs la réputation de ne rien pouvoir refuser au président. En mars 2010, c'est lui qui supervise l'enquête sur les rumeurs autour de sa vie privée. A l'époque, l'affaire fait grand bruit. Pour éteindre l'incendie, Carla Bruni est contrainte de venir s'expliquer au micro d'Europe 1. *«Il n'y a aucune enquête de police, c'est inimaginable, relativise-t-elle. On ne fait pas une enquête sur des commérages.»*

Mais à peine trois heures plus tard, la Première dame est démentie par Bernard Squarcini en personne, qui admet avoir bien été chargé d'enquêter sur l'origine des rumeurs d'infidélité. Un cafouillage révélateur. D'autant que le patron de la DCRI va récidiver trois mois plus tard, à l'été 2010.

Cette fois, il s'agit d'identifier la source d'un journaliste du Monde, Gérard Davet, qui vient de publier des extraits d'un procès verbal explosif dans l'affaire Woerth-Bettencourt. En épiluchant les fadettes de l'enquêteur, les limiers de la DCRI n'auront aucun mal à identifier un conseiller de MAM, écarté sur le champ.

En attendant le 6 mai

Des méthodes exceptionnelles? Pas vraiment si l'on en croit le témoignage le plus troublant recueilli par les auteurs de L'Espion du président. Ancien patron des Renseignements généraux aujourd'hui préfet de l'Orne, Joël Bouchité a pourtant la réputation d'être proche de Nicolas Sarkozy.

Selon lui, Bernard Squarcini a recréé à la DCRI une «*petite cellule presse*», comme au bon vieux temps des RG:

«Des mecs chargés de se rencarder sur ce qui se passe dans les journaux, les affaires qui vont sortir, la personnalité des journalistes. Pour cela, comme pour d'autres choses, ils usent de moyens parfaitement illégaux. Leur grand truc, c'est de voler des adresses IP, la carte d'identité des ordinateurs. Ils épient les

échanges de mails, les consultations de sites. Ils sont alors au parfum de tout. Si nécessaire, ils doublent en faisant les fadettes.»

Depuis, Joël Bouchité a démenti avoir tenu de tels propos. Mais le malaise est difficile à dissiper. Après des mois de flottement, le patron de la DCRI a finalement été mis en examen dans l'affaire des fadettes. Une décision sans précédent qui a jeté l'opprobre sur toute la maison. Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de la prochaine présidentielle sur la DCRI.

Au Parti socialiste, on insiste avant tout sur la nécessité de mettre en place un véritable contrôle parlementaire, aujourd'hui quasi-inexistant. Certains regrettent également que le renseignement de proximité, longtemps assuré par les RG, ait quasiment disparu. En cas de victoire de la gauche, le 6 mai prochain, une proposition de loi est déjà prête. Quant à Bernard Squarcini, on l'imagine mal survivre à une alternance. Le «*Squale*» a d'ailleurs déjà prévenu:

«Si on trouve meilleur que moi, je cède volontiers ma place.»

Un article de liberation.fr du 28 mars

Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

C'est l'un des principaux enseignements de la dernière note de conjoncture de l'Insee : en 2011, le bas de laine des ménages français a atteint des proportions jamais vues depuis le début des années 1980. Le point sur un phénomène ambivalent. Où en est le taux d'épargne ?

En 2011, il a atteint 16,8% du revenu disponible brut des ménages, soit quelque 220 milliards d'euros. La barre des 17% a même été franchie au cours de l'année. C'est le niveau d'épargne le plus élevé depuis 1983, bien qu'inférieur aux maxima d'après-guerre - plus de 20% vers 1975, par exemple.

Contrairement à une idée reçue, cette situation n'est pas une exception française. L'Hexagone figure, certes, dans le peloton de tête. Mais la Belgique fait mieux, avec ses 17,2%. L'Allemagne, à 16,6%, n'est pas loin. L'Espagne et l'Italie n'ont décroché que récemment du peloton de tête, les effets de la crise forçant les ménages à puiser dans leur épargne pour consommer.

Pourquoi tant de prudence ?

Chômage en hausse continue, faibles perspectives de croissance, incertitude sur les revenus et crédits plus difficiles à obtenir : le futur économique de beaucoup de ménages reste incertain. Dans ce contexte, les particuliers reportent à plus tard une partie de leur consommation, au profit d'un bas de laine de sécurité. En 2011, la collecte du livret A a été la deuxième meilleure de son histoire, après 2008.

Ces données agrégées masquent des comportements individuels distincts : *«Les 20% les moins aisés de la population n'épargnent pratiquement pas, car la consommation absorbe la quasi-totalité de leur revenu, explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Alors que les 10% les plus riches ont un taux d'épargne de 35%.»*

Est-ce bon pour l'économie ?

A long terme, un taux d'épargne élevé est plutôt positif. Il est un élément de stabilité économique et garantit la bonne alimentation du crédit aux entreprises. A court terme, les conséquences sont plus contrastées. Epargner équivaut à repousser sa consommation à plus tard. Or, c'est traditionnellement celle-ci qui tire la croissance française. *«Une baisse de deux points du taux d'épargne suffirait à provoquer un choc significatif sur l'activité»*, estime Mathieu Plane.

De plus, la structure de l'épargne n'est pas neutre. *«Les placements en action, qui financent les entreprises, ont beaucoup baissé, remarque Didier Davydoff, directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne. Dans le domaine de l'assurance-vie, de nouvelles réglementations dissuadent également les compagnies d'acheter des actions.»*

Et ensuite ?

Les facteurs encourageant une épargne élevée devraient continuer à jouer en 2012. L'Insee anticipe toutefois une baisse légère, en raison de nouveaux prélèvements fiscaux qui *«affecteraient, pour partie, des revenus qui sont en général épargnés»*.

Un article de l'AFP et Lexpansion.com du 29 mars

La France compte de plus en plus de pauvres et de précaires. (30.03)

La France compte de plus en plus de pauvres et précaires depuis le milieu des années 2000 et travailler ne suffit plus à se prémunir de l'exclusion, une tendance accentuée par la crise économique et qui devrait perdurer faute de mesures spécifiques, selon un rapport publié jeudi.

"L'observation des tendances de la pauvreté et de l'exclusion sociale depuis une dizaine d'années pointe d'abord des évolutions préoccupantes", souligne l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) dans son rapport 2011-2012, qui a compilé et commenté une vingtaine d'indicateurs.

Même si la France avait d'abord *"plutôt bien résisté"* à la crise 2008-2009, ses conséquences sont aujourd'hui *"lourdes, multiples et échelonnées dans le temps"*, poursuit l'instance officielle.

Ainsi, en 2009 (dernier chiffre disponible), le taux de pauvreté retrouvait son niveau de 2000, à 13,5% de la population, après un *"point bas à 12,6%"* en 2004, rappelle le rapport, publié à moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

Nicolas Sarkozy avait promis en 2007 de réduire d'un tiers la pauvreté pendant son quinquennat. En raison du décalage des statistiques, on ne saura qu'en 2014 quel est le taux de pauvreté de 2012.

Ainsi, 8,2 millions de personnes vivaient en 2009 avec moins de 60% du niveau de vie médian (954 euros).

Si l'on prend en compte les indicateurs de la Commission européenne, ce sont 11,2 millions de Français qui étaient en 2009 touchés soit par la pauvreté monétaire, soit pas des *"privations matérielles sévères"*, soit par une *"très faible intensité de travail"*.

700.000 personnes cumulaient les trois critères.

L'Onpes s'inquiète particulièrement de la *"montée indéniable de la grande pauvreté"*, a souligné en conférence de presse Jérôme Vignon, à la tête de l'Observatoire.

Près de deux millions de personnes vivaient en 2009 avec moins de 640 euros mensuels (40% du niveau de vie médian), soit 3,3% de la population, un taux *"en nette progression"* (2,7% en 2000), selon le rapport.

Les personnes en grande pauvreté se trouvent dans une sorte de *"halo du chômage"*, dont les chances de sortir *"sont très faibles, en raison du cumul de handicaps lourds, notamment en matière de santé, d'éducation et de logement"*.

Ce "cercle vicieux de la pauvreté (...) constitue un noyau dur de l'exclusion dans notre pays: des femmes chefs de famille monoparentale et leurs enfants, des hommes isolés et dépourvus de qualifications professionnelles, des femmes seules et âgées".

Sans compter les personnes touchées par des *"privations matérielles sévères de biens et de services"* ou une *"très faible intensité de travail"*. Ce qui représente au total plus de 11 millions de personnes. En tout, 700.000 personnes cumulent ces trois indicateurs.

Quant à ceux qui travaillent, l'Onpes s'inquiète des personnes aux *"qualifications insuffisantes"*, que *"le fonctionnement sélectif du marché du travail, privent quasiment de toutes chances d'accéder à un emploi durable et de qualité"*, comme l'attestent les statistiques du chômage de longue durée.

Enfin, on peut gagner sa vie, avoir un travail et vivre en dessous du seuil de 954 euros par mois. C'est un phénomène qui s'accroît, il touche aujourd'hui 7% de la population. C'est particulièrement le cas pour les femmes seules avec enfant. De plus en plus de professions ne vous permettent pas de franchir le seuil de pauvreté, c'est notamment le cas dans le secteur du service à la personne, dans la restauration, l'agriculture.

On observe qu'il y a eu un tournant dans les années 2000. Pourtant, c'était avant la crise, mais depuis dix ans le travail est de plus en plus précarisant, grisant. Certains sont exclus du marché du travail et la crise a accentué ces phénomènes déjà présents. Elle n'a pas tout fait, mais elle les a rendus de plus en plus aigus. Sur le marché du travail, le CDI (contrat à durée indéterminé) a laissé place à des contrats courts, des temps partiels.

"Il vaut mieux avoir un emploi pour éviter la pauvreté mais il n'en prémunit plus autant qu'avant", a résumé Jérôme Vignon.

A défaut d'un soutien spécifique aux travailleurs pauvres, *"il faut s'attendre en 2012 à une augmentation sensible du nombre de personnes en situation de pauvreté"*, a-t-il prévenu.

La pauvreté s'accroît chez les familles monoparentales, soit deux à trois fois plus que l'ensemble de la population, chez les enfants où le taux est de 18% et chez les jeunes de 18 à 24 ans. Et la pauvreté est encore plus présente en zones urbaines sensibles (ZUS), où le taux de pauvreté s'établit à 32%. Et près d'un jeune sur deux de moins de 25 ans habitant en zone urbaine sensible est pauvre. Deuxièmement, on ne parle pas assez de la pauvreté en milieu rural. Moins de personnes sont touchées qu'en zone sensible, mais le taux de pauvreté est supérieur qu'en zone urbaine. En 2008, il était de 14,4%. Il s'agit principalement de néo-ruraux et de paysans paupérisés.

Malgré ce sombre tableau, l'Onpes note que les prestations sociales permettent de *"réduire de huit points la part des personnes sous le seuil de pauvreté"*.

"Nous livrons un message d'alarme mais aussi de confiance car la France a su grâce à un système complet et sophistiqué" de protection sociale, limiter les effets de la crise, a ajouté M. Vignon.

L'Onpes relativise également les chiffres de l'emploi en Allemagne, meilleurs qu'en France mais qui s'accompagnent de *"réduction de salaires"*, *"d'une sensible précarisation de l'emploi"* et d'une hausse de la pauvreté (12,2% en 2005 contre 15,6% en 2010).

L'Onpes prône notamment une revalorisation des minima sociaux.

Aujourd'hui, sans aides sociales, le taux de pauvres serait de 20%. L'effet a été net sur la réduction du taux de pauvreté, reste le niveau des minima sociaux. Par exemple, le RSA (revenu de solidarité active) se situe aux alentours de 450 euros par mois, en dessous du seuil de pauvreté. Or le pouvoir d'achat s'est dégradé depuis les années 2000. Les minima sociaux sont n'étaient que peu revalorisés ces dernières années. Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion prône une revalorisation de ces minima sociaux de 25%.

Un article de liberation.fr et l'AFP du 29 mars

En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Les cinq grands pays émergents du bloc des "Brics", ont plaidé jeudi pour la création d'une nouvelle banque de développement et ont exprimé leur inquiétude concernant les excès de liquidités dans le système financier mondial provoqués par les politiques des pays riches.

La présidente du Brésil Dilma Rousseff, le Russe Dmitri Medvedev, le Chinois Hu Jintao et le Sud-Africain Jacob Zuma, ainsi que le Premier ministre indien, Manmohan Singh, se sont rencontrés pour le quatrième sommet des "Brics" (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud), à New Delhi.

"Les liquidités excessives émanant de la politique agressive prise par les banques centrales pour stabiliser leurs économies sont en train de se répandre dans les économies des marchés émergents", a relevé dans sa déclaration finale le bloc, qui totalise près de 20% de la croissance mondiale.

Pour stimuler une croissance atone, les banques centrales des économies développées ont réduit leurs principaux taux d'intérêt et injecté des milliards de dollars dans le système bancaire.

"Nous pensons qu'il est essentiel que les économies développées adoptent des politiques macroéconomiques et financières responsables, qu'elles évitent de créer des liquidités mondiales excessives et entreprennent des réformes structurelles pour aider la croissance, créatrice d'emplois", ont-ils ajouté.

"Nous attirons l'attention sur les risques d'un important et volatile flux de capitaux auquel font face les économies émergentes", a insisté le bloc.

Les marchés émergents craignent que les nouvelles liquidités injectées dans le système bancaire des pays riches servent à acheter des actifs dans les pays en développement, risquant de créer une bulle et d'entraîner de la volatilité dans les taux de change.

Les cinq pays membres des Brics, dont le nom est né en 2001 sous la plume d'un économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs pour désigner des pays connaissant une forte croissance, ont vu leurs échanges commerciaux bondir l'an dernier de 28% pour atteindre 230 milliards de dollars.

Ils ont aussi plaidé pour la création d'une banque visant à financer des projets d'infrastructure et de développement, les bases d'une telle institution envisagée comme contrepoint à la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement restant toutefois encore floues. Selon la déclaration, les ministres des Finances vont examiner *"la faisabilité et la viabilité"* d'une telle proposition.

Cette idée avait déjà été débattue sous le nom de *"South-South Bank"* ou *"Brics Bank"*.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a affirmé que cette banque était une idée saluée par d'autres dirigeants africains, qui y voient une nouvelle source de financement pour des projets d'infrastructures clé. *"Une telle banque a un fort potentiel pour nous aider à créer de bons emplois", a-t-il estimé.*

Le ministre brésilien du Commerce, Fernando Pimentel, avait pour sa part estimé mercredi que la banque *"serait un outil financier très puissant pour améliorer les possibilités commerciales et peut-être une étape majeure pour soutenir l'Union européenne dans ses efforts pour surmonter la crise financière"*.

Les Brics, qui veulent aussi asseoir leur influence diplomatique, ont par ailleurs unanimement estimé que seul le dialogue pouvait résoudre la violence en Syrie et la crise avec l'Iran sur son programme nucléaire controversé.

"Nous sommes d'accord sur le fait qu'une solution en Syrie et en Iran peut seulement être trouvée via le dialogue", a annoncé le Premier ministre indien Manmohan Singh.